Conseil de la Science et de la Technologie

Québec

86-06424/

LA DIFFUSION
DE LA CULTURE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE
AU QUÉBEC

par

Jean-Marc Gagnon

et

Lise Morin

Conseil de la science et de la technologie
Document no 86-02
Mars 1986

Remerciements

Les auteurs tiennent à remercier les nombreuses personnes qui leur sont venues en aide au cours de l'élaboration de ce rapport.

Les auteurs

Ex-directeur général de Québec Science et des Presses de l'Université du Québec, Jean-Marc Gagnon s'est associé avec Lise Morin, rédactrice spécialisée, pour fonder, en 1983, Les Communications SCIENCE-IMPACT, une firme de consultation en communication et en édition scientifiques et techniques.

Conseil de la science et de
la technologie du Québec
2050, boul. Saint-Cyrille Ouest
Sainte-Foy (Québec)
G1V 2K8
Téléphone: (418) 643-6179

Dépôt légal - 1er trimestre 1986
Bibliothèque nationale du Québec

ISBN 2-550-16041-X

AVANT-PROPOS

Le Conseil de la science et de la technologie a créé, il y a deux ans, un comité de la culture scientifique et technique. Dans le cadre des travaux de ce comité, il est apparu opportun de faire réaliser un inventaire des organismes et des programmes québécois en matière de culture scientifique et technique.

À la demande du Conseil, monsieur Jean-Marc Gagnon et madame Lise Morin se sont chargés de préparer un tel inventaire.

Le rapport obtenu dépasse largement l'objectif prévu et contient une analyse qui devrait s'avérer fort utile à tous ceux qui s'intéressent au sujet. Aussi, c'est avec plaisir que nous rendons ce rapport disponible au public sous la forme d'une publication du Conseil.

Bien entendu, les opinions et les conclusions des auteurs ne reflètent pas nécessairement celles du Conseil.

* * *

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION 1

I- LE MARCHÉ DE LA CULTURE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE 6

A- L'OFFRE 7

1. Les médias 7

a) Les mass médias 7

b) Les médias scientifiques 9

2. Les loisirs, expositions et camps scientifiques 13

a) Les loisirs et les expositions scientifiques 14

b) Les camps scientifiques 17

3. Les établissements muséologiques et les centres d'observation et d'interprétation autres que la Maison des sciences et des techniques 18

4. La Maison des sciences et des techniques 20

5. Les ressources 24

a) Les ressources humaines 24

b) Les ressources financières 27

B- LA DEMANDE 33

1. Le public des médias 33

2. Le public des loisirs, des camps et des expositions 37

3. Le public des établissements muséologiques et des centres d'observation et d'interprétation autres que la Maison des sciences et des techniques 38

4. Le public de la Maison des sciences et des techniques 40

II- ÉVALUATION DU MARCHÉ 41

A- ÉVALUATION DE L'OFFRE ET DE LA DEMANDE 41

B- ÉVALUATION DES RESSOURCES 43

III- CARACTÉRISTIQUES DES INTERVENTIONS 47

A- DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC 47

B- DU GOUVERNEMENT DU CANADA 49

C- LES AUTRES CONTRIBUTIONS 50

IV- COMMENTAIRES ET SUGGESTIONS D'INTERVENTION 51

1. Les médias 52

2. Les loisirs, expositions et camps scientifiques 53

3. Les établissements muséologiques autres que la Maison des sciences et des techniques 53

4. Les interventions gouvernementales 54

5. La Maison des sciences et des techniques 57

CONCLUSION 64

ANNEXES

Annexe 1- Liste et description des médias scientifiques 67

Annexe 2- Liste et description des organismes de loisir scientifique 82

Annexe 3- Liste des établissements muséologiques et des centres d'observation et d'interprétation autres que la Maison des sciences et des techniques 119

TABLEAUX

Tableau 1- Ressources financières affectées à la diffusion de la culture scientifique et technique 27

Tableau 2- Ressources financières affectées au contenu 29

Tableau 3- Pourcentage d'autofinancement des organismes de diffusion de la culture scientifique et technique 31

Tableau 4- Description sommaire des clientèles des organismes de loisir scientifique 37

Tableau 5- Pourcentage de femmes oeuvrant dans les organismes de loisir scientifique 38

Tableau 6- Dépenses de transfert du gouvernement du Québec pour la diffusion de la culture scientifique et technique 48

Tableau 7- Impact de la Maison des sciences et des techniques sur les ressources humaines de diffusion de la culture scientifique et technique au Québec (1985-1990) 58

Tableau 8- Impact de la Maison des sciences et des techniques sur les ressources financières de diffusion de la culture scientifique et technique au Québec (1985-1990) 58

* * *

INTRODUCTION

L'intérêt pour les questions de culture scientifique et technique au Québec remonte aussi loin que 1886 alors que paraissait, à Montréal, le premier numéro de la première revue québécoise de vulgarisation scientifique: La science populaire. [1] Les pionniers de l'avancement des sciences au Canada français eurent tous en commun le souci de partager avec le plus grand nombre de personnes possible ce savoir considéré «comme une des conditions les plus essentielles à notre survivance.» [2]

Certes, notre propos n'est pas d'écrire l'histoire de la culture scientifique au Québec, mais d'en dresser un portrait actuel pour mieux en préparer l'avenir. Cet effort s'imposait puisque plus de sept années se sont écoulées depuis les premières consultations publiques [3] en matière de culture scientifique et technique et ce, en dépit du fait que ce domaine ait été déclaré prioritaire à maintes reprises par les autorités gouvernementales (Livre vert [4], Livre blanc [5] et décret du Conseil de la politique scientifique [6]).

---

1. Luc CHARTRAND, «Elles ont ouvert la voie», dans Québec Science, vol. 20, no 3, novembre 1981, p. 18.
2. Léo PARISEAU lors de l'inauguration officielle de l'ACFAS, le 15 mai 1924, cité dans L'ACFAS à travers 50 congrès, Association canadienne-française pour l'avancement des sciences, Montréal, 1982, ISBN 2-89245-000-4, p. 5.
3. Pour une politique québécoise de la recherche scientifique, la Consultation, Éditeur officiel du Québec, Québec, 1980, p. 300 ss. ISBN 2-551-03940-1
4. Pour une politique québécoise de la recherche scientifique, Éditeur officiel du Québec, Québec, 1979, p. 203-204, ISBN 2-401-00044-5
5. Un projet collectif, Éditeur officiel du Québec, Québec, 1980, p. 26. ISBN 2-551-03858-8
6. Décret numéro 3859-80 du 17 décembre 1980, Conseil exécutif, Gouvernement du Québec.

D'autant plus que depuis la période pionnière inaugurée en 1948 par Fernand Seguin à Radio-Collège, la principale tendance du secteur apparaît être «la séparation graduelle entre les activités de journalisme et de vulgarisation et les chercheurs eux-mêmes», [7] séparation ouvrant la voie à une certaine autonomie en matière de diffusion de la culture scientifique et technique.

Même s'il ne dispose pas d'une politique d'ensemble en matière de culture scientifique, le gouvernement du Québec a montré son intérêt à la question, entre autres, en subventionnant le loisir scientifique (Ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche), et certains médias scientifiques et en créant la Société de la Maison des sciences et des techniques (Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science).

Pour définir le champ d'analyse de façon à inclure tous les éléments pertinents, nous nous sommes basés sur ce que le comité de la culture scientifique et technique du Conseil qualifie «d'activités reliées au mode de diffusion informel», c'est-à-dire les activités qui s'adressent à divers publics en dehors du cadre de l'enseignement.

Bien qu'il s'agisse essentiellement d'activités d'animation et de vulgarisation scientifiques, nous n'avons pas jugé approprié de retenir ces deux notions comme catégories principales de notre analyse. La première notion, l'animation, nous paraissant trop large et la seconde, la vulgarisation, trop controversée et incluant, bien souvent, des activités d'enseignement ou de para-enseignement non librement choisies.

---

7. Luc CHARTRAND, Raymond DUCHESNE et Yves GINGRAS, Science et société au Québec, de 1534 à nos jours, manuscrit en préparation, chap. VIII (suite), p. 11.

Afin de mieux cerner et apprécier la dynamique de la culture scientifique et technique, le modèle retenu pour les fins de la présente analyse est celui du marché dans lequel créateurs et diffuseurs constituent l'offre et le public, la demande. Il s'agit, bien sûr, d'une analogie, le secteur ne constituant encore qu'une «industrie» embryonnaire dont certaines parties, les médias, révèlent cependant un certain potentiel commercial.

La rentabilité du «marché de la culture scientifique» n'est, bien sûr, pas évidente du point de vue financier, mais elle apparait certaine du point de vue socio-culturel. L'un n'empêche pas l'autre et il n'est pas interdit de considérer la diffusion de la culture scientifique et technique comme étant assez dynamique pour fonctionner comme un marché ayant besoin d'aide pour s'affirmer, plutôt que de postuler qu'il constituera toujours un secteur mou, une excroissance nécessaire du système scientifique et technologique condamnée pour toujours à vivre aux crochets de l'État.

L'application du modèle de marché à l'étude de ce secteur s'avère particulièrement révélatrice du fait que, pour s'assurer du succès de l'intervention de l'État dans un domaine, il faut que cette intervention repose sur la dynamique sociale même, à l'origine des initiatives, des activités et des regroupements qui se sont effectués au cours des années dans ce secteur (offre).

Il faut aussi que des publics (demande) s'y intéressent et ce, en nombre et en motivation suffisants pour justifier l'offre, au moins socialement, si ce n'est financièrement. Voilà pourquoi, dans un premier temps, le premier chapitre décrit le marché de la culture scientifique en termes d'offre et de demande.

Les producteurs des services offerts sont regroupés dans les catégories suivantes: 1. Les médias, 2. Les loisirs, expositions et camps scientifiques, 3. Les établissements muséologiques et les centres d'observation et d'interprétation autres que la Maison des sciences et des techniques, 4. La Maison des sciences et des techniques et 5. Les ressources humaines et financières.

Les publics rejoints constituent la clientèle de la culture scientifique et technique: 1. Le public des médias, 2. Le public des loisirs, des camps et des expositions scientifiques, 3. Le public des établissements muséologiques et les centres d'observation et d'interprétation autres que la Maison des sciences et des techniques et 4. Le public de la Maison des sciences et des techniques.

La seconde partie constitue un premier essai de synthèse et d'évaluation quantitative et qualitative de l'offre et de la demande en matière de culture scientifique et technique et des ressources actuelles.

La troisième partie répertorie et caractérise les interventions gouvernementales et autres sur le marché de la culture scientifique et technique.

Enfin, une dernière partie identifie les forces et les faiblesses actuelles et formule un certain nombre de constatations susceptibles de guider les interventions futures du gouvernement québécois en matière de culture scientifique et technique.

Une remarque à l'intention de celui qui chercherait (en vain!) des définitions précises de notions telles que «culture scientifique», «muséologie scientifique», «vulgarisation» ou «loisir scientifique».

Étant donné le caractère exploratoire de cette première étude globale, notre préoccupation était d'abord de dresser un premier portrait de la situation en identifiant la majorité des acteurs en présence pour ensuite en esquisser une interprétation utile. Les notions susmentionnées y sont donc employées dans leur acception relevant du sens commun, sens que leur reconnaissent d'ailleurs la plupart des personnes actives en ce domaine.

Enfin, le présent rapport ne prétend aucunement à l'exhaustivité que devrait comporter un inventaire effectué avec d'autres moyens et dans d'autres délais que ceux dont nous disposions pour le mener à terme. Par conséquent, les auteurs seront reconnaissants envers toute personne qui voudra bien leur signaler un oubli, une correction, une suggestion ou une critique.

Il faut noter, cependant, que les renseignements et les données sur lesquels se fonde le présent rapport **étaient à jour au 31 décembre 1985** et que, par conséquent, tout événement survenu à une date ultérieure n'a pu être pris en considération.

* * *

I- LE MARCHÉ DE LA CULTURE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

> «Quand les gens me demandent: «N'est-il pas malheureux que l'astronomie ne soit pas enseignée à l'école?», je leur réponds: «Oui, peut-être». Mais, au fond, est-ce si malheureux que l'astronomie soit restée pour vous un domaine vierge? Vous n'avez pas «appris» l'astronomie. On ne vous a pas obligé à apprendre le nom des planètes. Vous allez à une conférence d'astronomie, vous lisez un livre de vulgarisation, vous découvrez l'astronomie et vous êtes tout content. L'astronomie n'évoque en vous aucun passé, aucun souvenir douloureux. Si l'on doit enseigner l'astronomie comme on enseigne les mathématiques, il vaut peut-être mieux ne pas l'enseigner du tout! Lorsqu'on m'invite à prononcer une conférence dans un collège, j'exige toujours que les étudiants aient le choix entre venir à ma conférence et avoir congé!» [8]
>
> **(Hubert Reeves)**

La gamme des services offerts au public en matière de culture scientifique et technique étonne par sa variété, compte tenu de la petite taille des organismes qui les produisent et du nombre restreint de professionnels oeuvrant dans ce secteur.

L'intérêt du public pour les questions scientifiques et technologiques semble bien plus vif et étendu que l'ont souvent laissé entendre les plus pessimistes. Cet intérêt dont on ignore malheureusement la profondeur réelle, paraît, en tout cas, assez solide pour supporter les activités et les initiatives actuelles et à venir.

---

8. Hubert REEVES, cité dans Dimension Science, no 4/1985, Conseil national de recherches du Canada, p. 35.

A- L'OFFRE

Aborder la description et l'évaluation des activités et des services offerts au public en matière de culture scientifique et technique présente un premier problème de nature méthodologique: comment établir la démarcation entre ce qui doit être inclus et exclus?

Aux fins du présent rapport, l'ensemble mathématique dans lequel on pourrait inclure les activités et les services de culture scientifique et technique offerts à des publics libres de choisir ou non tel service ou telle activité détermine l'offre.

Vue sous cet angle, l'offre en matière de culture scientifique et technique regroupe trois composantes principales: 1. Les médias, 2. Les loisirs, expositions et camps scientifiques et 3. Les établissements muséologiques et les centres d'observation et d'interprétation. Étant donné son ampleur, la Maison des sciences et des techniques fait l'objet d'un traitement spécifique.

De plus, une analyse un tant soit peu sérieuse implique que l'on s'intéresse également aux ressources humaines et financières qui y sont consacrées. Ces dernières feront l'objet d'une cinquième partie.

1. Les médias

a) Les mass médias

Facteurs d'influence culturelle par excellence, les mass médias offrent à leurs publics une quantité au moins minimale d'information scientifique et technologique vulgarisée.

Les quotidiens nationaux francophones (La Presse, Le Soleil, Le Journal de Montréal, Le Journal de Québec, Le Devoir) et un quotidien régional (Le Droit) publient systématiquement des nouvelles scientifiques et technologiques.

La manière de regrouper et de présenter ces informations varie beaucoup d'un journal à l'autre: il peut s'agir d'une ou de deux pages par semaine regroupées au début d'un cahier et identifiées comme telles (La Presse et Le Soleil), d'une chronique hebdomadaire (Le Journal de Montréal) ou d'informations disséminées selon leur importance relative au sein du journal (Le Devoir, Le Journal de Québec et Le Droit). De façon générale, la quantité d'information scientifique et technologique dans les quotidiens est évaluée à 3,1 p. cent de leur espace rédactionnel. [9]

De même, tous les réseaux de télévision francophones consacrent une partie de leur programmation d'automne et d'hiver à des émissions scientifiques qui occupent moins de la moitié de 1 p. cent (0,44 p. cent) [10] du temps d'antenne. Ces émissions sont principalement: Science-réalité (Radio-Canada) et Science et technologie (T.V.A.).

À l'exception des grandes séries prestigieuses et commanditées, comme Le cerveau et L'âge de l'énergie, les émissions scientifiques télévisées ne sont jamais présentées à des créneaux horaires avantageux.

Parmi les salles des nouvelles des réseaux de télévision et de radio, il faut noter qu'une seule, celle de Radio-Canada, compte un reporter assigné à temps plein à la couverture des événements scientifiques et technologiques.

---

9. Louise BOUCHER et Denise DUPUIS, sous la direction de Bernard SCHIELE, La nouvelle scientifique dans la presse québécoise, Association des communicateurs scientifiques du Québec, Montréal, 1985, p. 23.
10. Ibid., p. 97.

À la radio, un seul réseau inscrit régulièrement à son horaire une émission scientifique: Radio-Canada qui, avec Aujourd'hui la science, poursuit une tradition qui remonte aux années 40.

La plupart des magazines à large diffusion font une place à la science dans leurs pages. Il peut s'agir d'un article de temps à autre, comme dans Châtelaine, par exemple, ou d'une chronique régulière, comme dans L'Actualité. Depuis quelques années, la presse d'affaires et les responsables des sections économiques des quotidiens scrutent attentivement et régulièrement les développements technologiques, surtout la micro-électronique, la bureautique et la robotique.

De plus, il ne faut pas ignorer le fait que la plupart des mass médias tiennent compte de l'impact croissant de la science et de la technologie sur notre société et que, de façon générale, ils semblent hésiter de moins en moins à traiter de ces sujets dans leurs émissions ou leurs pages d'intérêt général.

b) Les médias scientifiques

Le phénomène le plus révélateur de l'augmentation de l'offre sur le marché de la culture scientifique et technique réside cependant dans la récente émergence d'une dizaine de publications de culture scientifique et technique s'adressant à des publics précis (voir: Annexe 1), sans compter les bulletins de liaison des divers organismes: Québec Science pour le public cultivé, Science et Technologie pour les professionnels et les dirigeants de PME, La Puce à l'oreille pour les 14-18 ans, Je me petit-débrouille pour les 7-14 ans, Forêt Conservation pour les forestiers et les écologistes, Franc-Nord pour les naturalistes, Hebdo-science pour les journaux hebdomadaires et la radio, Interface pour la communauté scientifique, Le Québec astronomique pour les astronomes amateurs et InfoPUQ, banque d'information grand public.

Au cours des dix dernières années, la pierre angulaire de cette «explosion de la population» des médias de vulgarisation scientifique a été le magazine Québec Science. Héritier direct de la revue créée en 1962 par l'Association canadienne-française pour l'avancement des sciences (ACFAS), Le jeune scientifique, Québec Science a fait la preuve du succès possible pour une information scientifique basée sur la dynamique de l'actualité et de l'intérêt du public. Dans un marché considéré comme inexistant et avec une marge de manoeuvre financière très étroite, l'évolution de Québec Science, de 1975 à nos jours, démontre la viabilité d'un magazine dans un secteur où il y avait apparemment insuffisance d'auteurs, de lecteurs et d'annonceurs capables de faire vivre un mensuel.

Depuis lors, l'offre de médias scientifiques s'adressant au public n'a cessé de se diversifier dans des créneaux précis. D'abord, la création d'Hebdo-science, en 1978, a doté le Québec d'une agence de nouvelles scientifiques et technologiques fort modeste, certes, mais existante.

Créé pour être au service des journaux hebdomadaires francophones (85 abonnés environ), Hebdo-science a cherché à répondre à un autre besoin: celui des stations de radio locales (environ 75) auprès de qui elle diffuse des «capsules» scientifiques et technologiques. Hebdo-science a aussi produit près de 55 émissions télévisées par câble.

D'abord insérées dans le matériel expédié chaque semaine aux hebdomadaires, les expériences du professeur Scientifix ont donné naissance à une collection de livres, au Club des Petits débrouillards et à un mensuel: Je me petit-débrouille.

En 1983, des collaborateurs d'Hebdo-science ont fondé le seul journal dédié aux 14-18 ans: La Puce à l'oreille.

Le magazine Science et Technologie faisait son apparition sur le marché, en avril 1981, ajoutant le défi industriel de la science appliquée et de la technologie à la gamme des publications déjà offertes. D'abord adressé gratuitement aux membres des divers ordres professionnels, Science et technologie a dû par la suite ajuster son tir et réduire son tirage. Ses propriétaires viennent de récidiver en publiant, en octobre 1985, Le Monde actuel, bimestriel thématique présentant diverses initiatives d'innovation industrielle.

La liste ne s'arrête pas là. Depuis deux ou trois ans, l'Association forestière du Québec cherche à transformer sa revue Forêt Conservation en un magazine d'information écologique. Alors que les Cercles des jeunes naturalistes se voyaient contraints de mettre en veilleuse leur périodique, Le Naturaliste, toujours sur le marché des sciences naturelles, deux traductions françaises de magazines canadiens paraissaient: l'une s'adressant aux jeunes, publiée par les Éditions Héritage: Hibou (Owl), et l'autre, destinée au public en général, par la Fédération canadienne de la faune: Bio-sphère. De plus, en 1984, l'Union québécoise pour la conservation de la nature (un regroupement de plus de 43 associations de sciences naturelles et de conservation) lançait un trimestriel: Franc-Nord.

Dans ce qu'il est convenu d'appeler la haute vulgarisation, l'ACFAS a transformé son Bulletin, en 1983, en une revue bimestrielle destinée à l'ensemble de la communauté scientifique québécoise: Interface. Du côté de la science-amateur, signalons aussi l'affirmation de plus en plus évidente de la revue Le Québec astronomique en tant que magazine d'astronomie. Enfin, le Conseil national de recherches du Canada donnait, en 1983, un coup de barre à un organe d'information maison bilingue Science Dimension, adoptant une approche moins axée sur le seul Conseil et publiant deux revues, l'une en français, Dimension Science, l'autre en anglais, Science Dimension. La presse anglo-canadienne considère Science Dimension comme étant «ce qu'il y a de plus proche d'un magazine scientifique canadien». [11]

---

11. The Globe and Mail, 20 mai 1985, Toronto, p. 5.

Enfin, une innovation intéressante a marqué le début de 1985: l'apparition de la première banque d'information québécoise destinée au grand public: InfoPUQ, une banque de données rendue accessible par le réseau informatique de l'Université du Québec.

Ce tour d'horizon ne serait pas complet si nous n'abordions pas le volet édition de la vulgarisation scientifique québécoise, volet dans lequel le groupe Fleurbec (formé d'une dizaine de botanistes) constitue la figure de proue avec quatre guides à grand tirage à son actif, dont le premier, paru en 1975, s'est vendu à plus de 65 000 exemplaires.

Sur le marché de l'édition de vulgarisation scientifique québécoise, les guides d'observation et d'identification semblent dominer. Les principaux éditeurs de ces guides sont: Marcel Broquet, France-Amérique, Québec-Amérique, La Presse, Québec Science Éditeur et la Société zoologique de Québec (livres, disques et illustrations).

La plupart des maisons d'édition québécoises ont aussi «tâté» ce marché assez lucratif au cours des dernières années, surtout par des traductions et des coéditions dont les plus réussies sont sans doute celles de Québec Science Éditeur avec Le Seuil (Patience dans l'azur) et de Boréal-Express avec La Découverte-Maspéro.

Certains créneaux prometteurs ont été ouverts conjointement par Québec Science Éditeur et Hebdo-science sur le loisir scientifique (collection Faire) et le marché jeunesse (collection des Petits débrouillards: 4 titres et plus de 150 000 exemplaires vendus).

2. Les loisirs, expositions et camps scientifiques

Moins visible que les médias et l'édition, l'offre de loisir scientifique organisé revêt une importance plus grande encore en ce qu'elle favorise une véritable appropriation culturelle de la science. Il s'agit en fait d'une sorte de «zone de mélange» de la science et de la culture marquant le passage de la simple consommation d'information à une activité de production.

Les limites de cette étude nous imposent malheureusement de ne pas tenir compte des recherches, pratiques et découvertes individuelles qui constituent, au bout du compte, la finalité de toute activité de culture scientifique et technique. Des contraintes similaires font également exclure les activités des multiples groupes d'action en santé communautaire et en environnement, ainsi que celles réalisées dans le cadre des services à la collectivité des universités et des cégeps.

Le loisir scientifique organisé remonte au frère Marie-Victorin et à la fondation des Cercles des jeunes naturalistes: «Né à la faveur d'un concours de botanique organisé par Le Devoir à l'été de 1930, (...) le mouvement est officiellement mis sur pied et le frère Marie-Victorin en personne en fait la promotion dans Le Devoir et à l'émission radiophonique L'Heure provinciale.(...) La progression est fulgurante: moins d'un an après la fondation, on découvre déjà 100 cercles. En 1933, ils seront 354, puis, en 1940, 882! Vingt-cinq mille jeunes en font alors partie.» [12]

---

12. CHARTRAND et alii, op. cit., chap. VIII (suite), p. 5.

Aujourd'hui, environ 57 000 personnes regroupées dans près de 680 clubs, groupes ou sociétés [13] pratiquent un loisir scientifique dans une foison de domaines au sein desquels dominent encore les sciences naturelles, mais où l'on retrouve des disciplines aussi inattendues que la spéléologie et l'astronautique. On peut, bien sûr, questionner l'exactitude du chiffre avancé, mais il n'en reste pas moins que la liste de ces groupes volontaires et forcément un peu anarchiques est particulièrement impressionnante (voir: Annexe 2).

Inégalement répartie sur le territoire québécois et souvent aléatoire en raison de son caractère amateur, l'offre de loisir scientifique comprend au moins 150 clubs 4-H, 135 cercles de jeunes naturalistes, 125 sociétés d'histoire locales et régionales, 70 sociétés d'horticulture et d'agriculture biologique, 40 groupes d'Enjeu et environnement-jeunesse, 52 clubs informatiques, 22 clubs d'astronomie, 15 cercles de mycologie, 24 clubs d'ornithologie, 14 clubs de spéléologie, 7 clubs d'astronautique, 6 clubs de géologie, 6 clubs d'électronique, 5 sociétés entomologiques...

Certains organismes ou regroupements régionaux ont joué un rôle particulièrement marquant au cours des années comme, par exemple, la Société d'animation du Jardin et de l'Institut botanique (SAJIB), la Société des Amis du Jardin Van Den Hende, la Société linnéenne de Québec, la Société de biologie de Montréal, la Société d'informatique amateur du Québec (SIAQ), etc.

a) Les loisirs et les expositions scientifiques

Se heurtant très souvent à des difficultés de concertation importantes, l'organisation du loisir scientifique s'est effectuée, depuis une quinzaine d'années, à la fois horizontalement et verticalement et selon la distinction jeunes/adultes.

---

13. Statistiques culturelles du Québec, 1971-1982, Institut québécois de recherche sur la culture, Québec, 1985, ISBN 2-89224-054-9

C'est cette dernière distinction qui a prévalu lors de la mise sur pied, en 1968, du Conseil de la jeunesse scientifique (C.J.S.). Le C.J.S. devint, en 1980, le Conseil de développement du loisir scientifique (C.D.L.S.) et se donna pour mission de travailler prioritairement à consolider le développement régional en matière d'animation et de loisir scientifiques.

Par ailleurs, en 1974, la Fédération québécoise du loisir scientifique (F.Q.L.S.) fut créée en vue de regrouper les sociétés disciplinaires pour adultes. En 1981, cependant, elle se vit acculée à une faillite financière et contrainte de fermer ses portes.

Qu'advint-il des fédérations auparavant regroupées sous l'égide de la F.Q.L.S.? Elles continuèrent tout simplement leur chemin chacune de leur côté et se retrouvent aujourd'hui presque toutes regroupées sous le toit que fournit le ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche aux organismes de loisirs et de sports... au Stade olympique.

Les fédérations nationales se divisent en deux catégories: disciplinaires et multidisciplinaires.

Les fédérations disciplinaires comprennent l'Association des groupes d'astronomes amateurs, la Fédération des sociétés d'histoire du Québec, la Fédération québécoise des sociétés de généalogie, la Fédération des sociétés d'horticulture et d'écologie du Québec, l'Association québécoise des groupes d'ornithologues et la Société québécoise de spéléologie.

Les fédérations nationales multidisciplinaires sont les suivantes: les Cercles des jeunes naturalistes, le Conseil de développement du loisir scientifique, les Clubs 4-H et Enjeu et Environnement-Jeunesse.

La mission d'animation et d'organisation régionale des loisirs scientifiques est dévolue à huit conseils régionaux (C.L.S.). Ces C.L.S. se retrouvent à Rimouski (pour l'Est du Québec), à Sherbrooke (pour l'Estrie), à Trois-Rivières (pour la Mauricie), à Québec, à Alma (pour le Saguenay-Lac Saint-Jean), à Montréal (pour la région métropolitaine), à Hull (pour l'Outaouais) et à Sept-Îles (pour la Côte-Nord).

L'augmentation de l'offre de loisir scientifique provient principalement de ce que nous appellerons la «filière C.D.L.S.». Elle apparaît aux plans local, régional et national.

Il existerait, en 1985, environ 900 groupes locaux de loisir scientifique au Québec, chaque groupe comprenant de 10 à 200 membres et oeuvrant en milieux scolaire et extra-scolaire. Il s'agit cependant d'une évaluation sommaire que personne n'est à même de vérifier pour l'instant.

Plusieurs municipalités offrent régulièrement des activités de loisir scientifique et écologique et les expériences du professeur Scientifix pour les Petits débrouillards (plusieurs dizaines d'animateurs ont été formés à cette fin). Selon un document récent du ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche [14] (cette étude ne fait cependant pas l'unanimité chez les spécialistes), 58,5 p. cent des municipalités de plus de 5 000 habitants et disposant d'un Service des loisirs et 20 p. cent des municipalités de moins de 5 000 habitants et n'ayant pas de Service des loisirs offrent en moyenne respectivement 2 et 1,2 disciplines de loisir scientifique à leurs citoyens.

---

14. Conférence thématique sur l'organisation du loisir en milieu municipal, Ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, octobre 1985, p. 20 et 22.

Au plan régional, les C.L.S. ont permis (avec la collaboration de maints établissements d'enseignement et organismes locaux et régionaux) de poursuivre la tradition des expo-sciences annuelles. Depuis quelques années, les expos-sciences se sont avérées des occasions privilégiées de communication avec le public, de recrutement et de mobilisation.

Au plan national, deux événements annuels d'importance attirent l'attention du public sur le loisir scientifique: l'Expo-sciences pan-québécoise qui se tient dans une ville différente chaque année et qui vient couronner les expos-sciences régionales, et la Semaine des sciences dans le cadre de laquelle plus de 200 activités différentes sont organisées et rendues accessibles au public partout au Québec. La Semaine des sciences représente un moment fort de l'animation scientifique. Elle est aussi et surtout l'occasion d'une concertation intense de tous les organismes de loisir scientifique, des établissements d'enseignement et de recherche de tous les niveaux, des médias et de maintes entreprises privées.

Enfin, la «filière C.D.L.S.» contribue également à l'augmentation de l'offre nationale de loisir scientifique par la formation d'animateurs dans diverses disciplines scientifiques (stages Animatur) et par les services qu'elle procure au Club des petits débrouillards (impression de la revue, gestion des listes, animation, la conception et la production rédactionnelles et graphiques étant assurées par Hebdo-science).

b) Les camps scientifiques

Une dizaine de camps de vacances spécialisés fournissent chaque année à quelques centaines de jeunes du secondaire une initiation intensive aux sciences naturelles, à l'astronomie, à l'informatique, etc.

Certains camps, comme celui des Jeunes Explos aux Grandes-Bergeronnes, existent depuis 30 ans. Ils ont été fondés, pour la plupart, par des pionniers du loisir scientifique au Québec, les Léo Brassard, Louis Genest, Fernand Miron, etc.

Leur gestion relève d'organismes à but non lucratif créés à cette fin et leur fonctionnement est assuré par des bénévoles.

3. Les établissements muséologiques et les centres d'observation et d'interprétation autres que la Maison des sciences et des techniques

À prime abord, l'offre au public de lieux et de sites susceptibles de lui donner accès au patrimoine techno-scientifique québécois ou de l'aider à s'initier à l'observation de la nature paraît importante. À la suite de recoupements des listes existantes et de consultations diverses, nous avons pu établir à environ 162 le nombre des établissements et des centres dédiés en tout ou en partie au «décodage» scientifique des artefacts ou de la nature. (Voir: Annexe 3)

Le regroupement effectué comprend les 12 catégories suivantes: les musées à caractère scientifique et technique (39), les aquariums (3), les centres éducatifs forestiers (8), les centres de nature (33), les jardins botaniques et horticoles (7), les observatoires astronomiques (7), un planétarium (1), les parcs nationaux québécois (17), les réserves écologiques (10), les réserves fauniques (30) et les jardins zoologiques (5). Le site fossilifère de Miguasha et le centre d'interprétation scientifique du Témiscouata ont été classés hors catégorie.

Bien sûr, ces établissements et centres inégalement répartis sur le territoire n'ont pas tous la même valeur et sont de taille et d'importance fort variables. Aussi, il ne saurait être question de comparer un équipement majeur comme le Jardin botanique de Montréal avec la Villa Bagatelle de Sillery ou l'Observatoire astronomique du Mont-Mégantic avec le Centre Astro-Dolbeau!

Mais il reste que certains établissements contribuent plus fortement que d'autres à l'offre de muséologie scientifique. Citons, entre autres, le Jardin botanique de Montréal, le Planétarium Dow, l'Aquarium de Québec et les divers jardins zoologiques dont, en particulier, le Jardin zoologique de Saint-Félicien.

En dépit du fait que l'offre n'ait pas augmenté de façon significative depuis plusieurs années, plusieurs projets sérieux pointent à l'horizon et ce, en particulier pour la mise en valeur du patrimoine techno-industriel. C'est le cas, par exemple, du projet conduit par Hydro-Québec à la centrale de Shawinigan.

Par ailleurs, la plupart des centres de nature et forestiers ont connu un nouvel élan au cours de la dernière décennie. La visite d'un centre d'interprétation ou d'une réserve faunique est très souvent une occasion privilégiée de familiarisation avec les sciences naturelles. Cependant, pour des raisons similaires à celles évoquées plus haut pour les pratiques de loisir scientifique non organisées, nous ne tiendrons pas compte, pour les fins du présent rapport, des centres d'interprétation, des réserves écologiques, des réserves fauniques, si ce n'est pour leur énumération en Annexe 2.

4. La Maison des sciences et des techniques

1967. Année marquant le centenaire de la Confédération canadienne. Année de grandioses constructions publiques. Pour Montréal en pleine exposition universelle, ce fut la Place des Arts. Pour Toronto, l'Ontario Science Center.

Québec, été 1984. L'Assemblée nationale adopte la Loi sur la Société de la Maison des sciences et des techniques. [15] Huit ans s'étaient écoulés entre la première allusion officielle à la nécessité de doter le Québec d'un musée des sciences et des techniques (faite dans le Livre vert sur le développement culturel [16] déposé au cours de l'été 1976 par le ministre des Affaires culturelles d'alors, M. Jean-Paul L'Allier) et sa mise en branle irréversible.

En 1980, un premier groupe de travail présidé par M. Fernand Seguin avait conclu à la nécessité de créer un musée national des sciences et de la technologie à Montréal et de structurer la muséologie scientifique dans un réseau composé d'un conseil national et de conseils régionaux. [17]

En décembre 1983, deux groupes chargés d'étudier plus à fond l'établissement d'un musée des sciences et des techniques à Montréal, l'un formé par la Commission d'initiative et de développement économique de Montréal (C.I.D.E.M.) et responsable en quelque sorte du «contenant», l'autre nommé par le Ministre de la Science et de la Technologie et chargé du «contenu», publient un seul rapport: La Maison des sciences et des techniques. [18] Favorable. Très favorable.

---

15. Loi sur la Société de la Maison des sciences et des techniques, Assemblée nationale, 4e session, 32e législature, Éditeur officiel, Québec, 1984.
16. Pour l'évolution de la politique culturelle, Document de travail, Ministère des Affaires culturelles, Québec, 1976, p. 144.
17. Rapport final du groupe de travail sur les musées scientifiques, Ministère des Affaires culturelles, Québec, 1980, 70 p.
18. Maison des sciences et des techniques, Rapport du groupe de travail de la C.I.D.E.M. et du groupe de travail nommé par le MST, Ministère de la Science et de la Technologie, Québec, 1983, 170 p. ISBN 2-550-10591-5

Le rapport présente trois superficies possibles, à raison d'un coût moyen de 2 809 $ le mètre carré: une maximale= 41 806 mètres carrés (117 422 159 $), une moyenne= 32 516 mètres carrés (91 334 958 $) et une minimale= 23 226 mètres carrés (65 254 757 $).

La question du site restait ouverte: l'Île Sainte-Hélène, le Vieux-port ou le Centre-ville? «Il revenait au gouvernement de prendre une décision et nous l'avons prise: la Maison des sciences et des techniques sera située sur l'Île Sainte-Hélène,» [19] annonçait, le 19 décembre 1983, le ministre Gilbert Paquette.

À l'instar de l'Ontario Science Center et de maints autres établissements du monde occidental, le musée des sciences et des techniques ne sera pas un musée présentant des collections de sciences naturelles considérées comme «délabrées» et peu propices à la vulgarisation, mais une maison «centrée sur les préoccupations des personnes (...) [qui] tentera de construire des ponts de communications comblant ainsi le fossé entre l'initié et le non-initié, la culture savante et la culture populaire.» [20]

À l'été 1984, la Société de la Maison des sciences et des techniques était créée et, à la fin de l'été suivant, l'équipe des bâtisseurs était en place. Un plan de développement respectant l'échéance de 1990 pour l'ouverture de la Maison était déposé au début de l'automne 1985 auprès du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Science et de la Technologie.

---

19. Gilles PROVOST, «Paquette tient au site de l'Île Sainte-Hélène», dans Le Devoir, 20 décembre 1983, p. 3.
20. Rapport final du groupe de travail sur les musées scientifiques, p. 9.

Étant donné son caractère préliminaire et le fait qu'il soit actuellement encore l'objet de négociations entre le Ministère et la Société de la Maison des sciences, ce plan n'était pas disponible au moment d'écrire ces lignes.

Nous savons cependant qu'il respecte le rapport initial et retient l'hypothèse minimale de superficie envisagée. Cependant, il semble qu'une indexation des coûts prévus soit nécessaire (au moins cinq ans se seront écoulés entre les calculs effectués pour les fins du rapport et le démarrage de la construction). De plus, le choix d'un site considéré comme en état de détérioration avancée implique des coûts supplémentaires imprévus et importants pour la réfection de l'environnement.

En conséquence, la réalisation de la Maison exigerait des investissements d'environ 100 000 000 $, sans compter le coût d'un service de la dette encore à déterminer.

La question du financement (qui devra forcément être multi-partite) ne semble pas réglée pour l'instant et plusieurs hypothèses sont à l'étude.

De plus, il est prévu que la Maison (qui dispose actuellement d'un budget annuel de 2 000 000 $ et d'une quinzaine d'employés) devra «gagner sa vie» au moins en partie et générer des revenus d'exploitation dans une proportion encore indéterminée par rapport aux coûts de fonctionnement.

Après avoir étudié et rejeté la possibilité de redonner vie à l'exposition sur la vie aquatique réalisée sur le site des Fêtes de Québec 84, le Pavillon H_2O, la Société de la Maison des sciences et des techniques prépare actuellement une première de grande envergure: l'Exposition technique 1987 dont la réalisation s'inscrit dans le cadre du centenaire de l'ingénierie au Canada.

Cette exposition, située à la mi-course du calendrier de réalisation de la Maison des sciences et des techniques permettra à l'équipe d'«évaluer ses méthodes de travail, la valeur pédagogique et muséologique de ses présentations et la qualité de formation de son équipe d'animation. Elle sera donc un premier test de la capacité de l'équipe de la Maison des sciences et des techniques de produire une exposition de grande envergure (de 1 500 à 2 000 mètres carrés).» [21]

L'Exposition technique 1987 se déroulera simultanément avec l'exposition Léonard de Vinci au Musée des beaux-arts et permettra, entre autres, à la Société de la Maison des sciences et des techniques de se constituer un réseau privilégié de collaboration dans les secteurs privé et public. Mieux encore, elle fournira un banc d'essai pour la campagne de financement de la Maison des sciences et des techniques. La Société prévoit en effet que, sur les 6 259 000 $ requis pour la réalisation de l'Exposition technique 1987, 3 000 000 $ proviendront de commandites des entreprises privées et 1 259 000 $ de revenus autonomes (billetterie, concessions, etc.), soit un autofinancement de 68 p. cent. De plus, la moitié des modules de l'Exposition technique 1987 pourrait être récupérée et servir ensuite à la Maison des sciences et des techniques.

---

21. L'Exposition technique de 1987, Société de la Maison des sciences et des techniques, document interne, 15 octobre 1985, p. 2.

5. Les ressources

> « Les universitaires portés sur la vulgarisation, les communicateurs scientifiques, les muséologues, les concepteurs d'expositions forment, au Québec, une toute petite société. Il sont à peu près tous, aujourd'hui, comme un vol de goélands autour d'un chalutier qui rentre au port. C'est évident que des projets de cette envergure, aussi passionnants, on n'en lance pas tous les mois, dit un observateur politique bien informé. Personne, présentement, n'a intérêt à être trop critique ou désagréable! »
>
> **(Benoit Aubin, «Une maison pour les sciences», dans L'Actualité, juillet 1984, p. 30)**

Pour compléter ce premier portrait, il faut aussi tenir compte des ressources humaines et financières qui contribuent à la production de l'offre actuelle.

Les données pour ce faire n'abondent pas: elles sont en général non disponibles ou, souvent, tenues secrètes. Aussi, ne saurions-nous trop insister sur le caractère exploratoire de cette étude, ni répéter que les chiffres ci-dessous n'ont qu'une valeur indicative et ne sont avancés qu'en l'absence de statistiques officielles.

a) Ressources humaines

Certes, il fut un temps où Fernand Seguin résumait presqu'à lui seul l'offre en matière de culture scientifique et technique, à la télévision et à la radio, du moins. Le nombre des producteurs d'information scientifique et technologique vulgarisée a beaucoup augmenté au cours des quinze dernières années, de sorte qu'à la fin de 1985, l'Association des communicateurs scientifiques du Québec (A.C.S.Q.) comptait 111 membres.

Fondée en 1958, cette association regroupe la majeure partie des professionnels oeuvrant en communication scientifique au sens général du terme et cherche d'abord et avant tout à promouvoir «la cause» de l'information scientifique et technologique auprès du public québécois.

Parmi les membres de l'A.C.S.Q., une quarantaine environ sont des journalistes scientifiques, les autres étant, pour la plupart, des rédacteurs spécialisés et des relationnistes.

En fait, les emplois à temps plein sont très rares dans les mass médias et les médias scientifiques. À notre connaissance, les mass médias (presse écrite, radio et télévision) embauchent, souvent sur une base saisonnière, une quinzaine de journalistes scientifiques et de recherchistes. De leur côté, les médias scientifiques ne comptent tous qu'un seul permanent à la rédaction (à l'exception de Québec Science qui en a deux), soit une dizaine d'emplois, pour un total cumulatif d'environ 25 emplois.

Dans les médias, l'offre de contenu repose essentiellement sur un noyau d'une cinquantaine de pigistes dont le statut personnel peut varier d'étudiant à celui de professionnel chevronné et polyvalent.

Une bonne partie de ce noyau de producteurs tire sa subsistance de la fourniture de services professionnels divers, allant de la rédaction du rapport annuel d'un centre de recherche à la conception de scénarios. Depuis quelques années, une quinzaine de ces pigistes se sont regroupés en trois ou quatre entreprises de conception, de rédaction et de consultation spécialisées en science et en technologie.

Du côté des loisirs, expositions et camps scientifiques, les emplois sont encore plus rares et souvent très temporaires. En fait, les principales activités du secteur dépendent presque exclusivement du bénévolat. Le chiffre que nous avançons, une trentaine d'emplois, ne concerne que les emplois professionnels (coordonnateurs, animateurs, etc.).

L'ampleur des ressources financières annuelles des établissements muséologiques au Québec (à l'exlusion des centres d'observation et d'interprétation) serait de l'ordre de 25 millions de dollars. De cette somme, le montant consacré aux musées à caractère scientifique varierait d'un demi à trois-quarts de million. Les bénéficiaires de cette aide seraient essentiellement le Musée du chemin de fer (Saint-Constant), le Musée maritime Bernier (L'Islet-sur-mer), le Musée du Séminaire de Sherbrooke, le Musée minéralogique et minier de la région de l'amiante (Thetford-Mines) et le Musée régional des mines et des arts de Malartic.

Il faut noter que, jusqu'à présent, aucune tentative d'inventaire un tant soit peu exhaustive de ce secteur n'a pu être menée à terme. Les juridictions nationales, régionales et locales s'y entrecroisent à un point tel que nous avons dû renoncer à une évaluation quelque peu fiable.

Cependant, dans la mesure où la très grande majorité des ressources humaines et financières de ce secteur est consacrée à la survie des établissements eux-mêmes, nous croyons que les ressources humaines affectées au contenu de communication scientifique y sont minimes.

Par ailleurs, la Maison des sciences et des techniques a déjà recruté une quinzaine de professionnels. Il est prévu que les effectifs requis pour la conception de l'Exposition technique 1987 seront d'une quarantaine de créateurs de tous ordres (concepteurs, designers, recherchistes, etc.), doublant, à toutes fins pratiques, le nombre d'emplois dans les médias et le loisir scientifique.

Le scénario et l'échéancier d'occupation des surfaces d'exposition prévues pour la Maison des sciences et des techniques (50 p. cent de la surface totale, soit environ 11 500 mètres carrés, dans l'hypothèse de superficie minimale qui semble avoir été retenue) ne sont pas encore arrêtés.

Cependant, une estimation grossière effectuée d'après les ressources humaines prévues pour l'Exposition technique 1987 (qui occupera de 1 500 à 2 000 mètres carrés), indiquerait des besoins équivalant à 240 personnes/année pour la conception et la réalisation des exhibits et ce, toujours dans la catégorie «emplois professionnels» seulement.

b) Ressources financières

À l'exclusion des centres de nature et d'interprétation, l'ensemble des dépenses annuelles de diffusion de la culture scientifique et technique représente un total approximatif de 8 820 000 $.

Ce total estimé provient des évaluations présentées ci-après dans les tableaux 1, 2 et 3.

Tableau 1- Ressources financières affectées à la diffusion de la culture scientifique et technique

1. Télévision		
a) Émissions régulières		
Science-réalité (R.-C.):	1 500 000 $	
Science et technologie (TVA):	250 000 $	
Total:		**1 750 000 $**
b) Séries originales		
L'Âge de l'énergie (R.-C. et H.-Q.):	750 000 $	
Énergie, le temps du choix (R.-C. et H.-Q.):	750 000 $	
Les héritiers de l'an 2000 (TVA, Envir. Can. et Téléfilm Can.):	150 000 $	
Total:		**1 650 000 $**
c) Séries traduites		
Nova (R.-Q.):	75 000 $	
Le Cerveau (R.-Q.):	75 000 $	
Total:		**150 000 $**
TOTAL TÉLÉVISION:		**3 550 000 $**

2. Radio

Aujourd'hui, la science (R.-C.):	250 000 $	
TOTAL RADIO:		**250 000 $**

3. Quotidiens

Chroniqueurs scientifiques:	400 000 $	
TOTAL QUOTIDIENS:		**400 000 $**

4. Médias scientifiques

Québec Science:	600 000 $	
Forêt Conservation:	250 000 $	
Science et Technologie:	225 000 $	
La Puce à l'oreille:	225 000 $	
Hebdo-science:	190 000 $	
Interface:	145 000 $	
Franc-Nord	130 000 $	
InfoPUQ:	80 000 $	
Je me petit-débrouille:	75 000 $	
TOTAL MÉDIAS SCIENTIFIQUES:		**1 920 000 $**

5. Loisir et expositions scientifiques

Ensemble des organismes et des activités:	1 500 000 $	
TOTAL APPROXIMATIF:		**1 500 000 $**

6. Établissements muséologiques et centres d'observation et d'interprétation autres que la Maison des sciences et des techniques

Ensemble des activités	750 000 $	
TOTAL APPROXIMATIF:		**750 000 $**

7. Maison des sciences et des techniques

Budget de l'année 1984-1985:	2 000 000 $	
TOTAL MAISON DES SCIENCES:		**2 000 000 $**

8. Édition de vulgarisation scientifique

TOTAL APPROXIMATIF:	**250 000 $**
GRAND TOTAL:	**10 620 000 $**
MOINS	
Coût des séries télévisées (dépense non récurrente):	**1 800 000 $**
GRAND TOTAL ANNUEL NET:	**8 820 000 $**

Remarques:

1. Les dépenses de la télévision et de la radio représentent les **frais directs** seulement.
2. Les dépenses des quotidiens n'incluent que les **frais directs de rédaction.**
3. Les dépenses des médias scientifiques incluent **tous** les frais (production, rédaction, administration et vente).

La culture scientifique et technique étant largement affaire de contenu, une évaluation des dépenses consenties à ce chapitre montre la situation suivante:

Tableau 2- Ressources financières affectées au contenu

1. Télévision

Science-Réalité (R.-C.):	500 000 $	
Science et Technologie (TVA):	30 000 $	
TOTAL TÉLÉVISION:		**530 000 $**

2. Radio

Aujourd'hui, la science (R.-C.):	200 000 $	
TOTAL RADIO:		**200 000 $**

3. Quotidiens

TOTAL QUOTIDIENS:		**400 000 $**

4. Médias scientifiques

Québec Science:	200 000 $	
La Puce à l'oreille:	95 000 $	
Hebdo-science:	75 000 $	
InfoPUQ:	57 000 $	
Forêt Conservation:	50 000 $	
Interface:	45 000 $	
Je me petit-débrouille:	30 000 $	
Science et Technologie:	25 000 $	
Franc-Nord:	22 000 $	
TOTAL MÉDIAS SCIENTIFIQUES:		**599 000 $**

5. Loisir et expositions scientifiques

NON PERTINENT

6. Maison des sciences et des techniques

Budget prévu pour la conception de l'Exposition technique 1987:	1 409 000 $	
TOTAL MAISON DES SCIENCES:		**1 409 000 $**

7. Édition de vulgarisation scientifique

Droits d'auteur annuels:	75 000 $	
TOTAL ÉDITION:		**75 000 $**
GRAND TOTAL:		**3 213 000 $**
MOINS		
Maison des sciences et des techniques:		**1 804 000 $**
GRAND TOTAL ANNUEL:		**1 729 000 $**

Remarques:

1. Les dépenses de contenu sans la Maison des sciences et des techniques représentent 21,5 p. cent des dépenses totales du secteur.

2. La préparation de l'Exposition technique 1987 (environ 1½ année à compter du premier janvier 1986) viendra à elle seule augmenter les dépenses de contenu soit de 82,5 p. cent si elle est effectuée sur un an, soit de 54,5 p. cent si elle est échelonnée sur une période d'un an et demi.
3. Le plus gros effort financier en matière de contenu est consenti par les médias scientifiques, dans une proportion très variable d'un média à l'autre, cependant.

Dans la perspective d'une intervention gouvernementale éventuelle, il importe aussi de mesurer la provenance des ressources financières consacrées à la culture scientifique et technique. Voilà pourquoi notre démarche nous a conduits à tenter de mesurer le degré d'autofinancement actuel de ces activités.

Tableau 3- Pourcentage d'autofinancement des organismes de diffusion de la culture scientifique et technique

1. Télévision:		**0 %**
2. Radio:		**0 %**
3. Quotidiens:		**0 %**
4. Médias scientifiques:		
Québec Science:	(525 000 $)	87,5 %
InfoPUQ:	(68 000 $)	85,0 %
Je me petit-débrouille:	(64 000 $)	80,0 %
Science et Technologie:	(170 000 $)	75,5 %
Forêt Conservation:	(146 000 $)	65,0 %
Franc-Nord:	(79 000 $)	61,0 %
La Puce à l'oreille:	(130 000 $)	57,5 %
Interface:	(80 000 $)	55,0 %
Hebdo-science:	(36 000 $)	19,0 %
Moyenne médias scientifiques:	**(1 298 000 $)**	**65 %**
5. Loisirs et expositions scientifiques:	**(375 000 $)**	**25 %**

6. Établissements muséologiques et centres:	inconnu
7. Maison des sciences et des techniques:	0 %
8. Édition de vulgarisation scientifique:	(213 000 $) 85 %

Remarques:

1. Les pourcentages (0 p. cent) de la télévision, de la radio et des quotidiens signifient que les émissions et les pages scientifiques ne génèrent aucun revenu propre (à l'exception des séries de télévision commanditées qui ne sont pas récurrentes).
2. Le fort pourcentage d'autofinancement d'InfoPUQ est attribuable davantage à une contribution financière des partenaires impliqués qu'aux revenus propres de cette banque de données en période de démarrage.
3. Les sources publiques d'information mentionnent que Science et Technologie a reçu des subventions de 35 000 $ du Fonds FCAR et de 20 000 $ du programme fédéral de sensibilisation au cours de la dernière année.
4. Le pourcentage d'autofinancement de certaines expos-sciences peut atteindre 90 p. cent. Certains organismes de loisir scientifique obtiennent jusqu'à 40 p. cent de leurs revenus annuels par leurs propres moyens. Notons aussi qu'un organisme de loisir scientifique doit démontrer une certaine capacité d'autofinancement pour être admissible aux subventions du MLCP.

* * *

B- LA DEMANDE

Quelle est la réponse à cette offre croissante de produits et de services de culture scientifique et technique?

Pour les médias, il est aisé de quantifier les tirages vendus ou les auditoires. Pour les loisirs, camps et expositions scientifiques et les établissements de nature muséologique, il faut recourir à des évaluations indirectes.

1. Le public des médias

Heureusement, deux études récentes [21]: un sondage commandé par le ministère de l'Enseignement supérieur, de la Science et de la Technologie [22] et une étude du contenu des mass médias commanditée par l'A.C.S.Q. [23], nous incitent à postuler que l'augmentation actuelle de l'offre est révélatrice de l'intérêt croissant du public en matière de culture scientifique et technique.

Les conclusions principales de ces deux études sont les suivantes: d'une part, le sondage Tremblay-Roy montre que 81,9 p. cent des individus interrogés sont d'avis que toute personne peut comprendre les sujets scientifiques à condition qu'on lui fournisse les bonnes explications.

---

21. Certains spécialistes ayant exprimé des réserves sur la valeur scientifique de ces études, nous ne leur conférons qu'une valeur indicative.
22. Victor TREMBLAY et Jean ROY, Sondage d'opinion en matière de science et de technologie, Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Science et de la Technologie, Québec, 1985, 222 p. ISBN 2-550-12457-X
23. BOUCHER, DUPUIS et SCHIELE, op. cit..

D'autre part, l'étude Boucher-Dupuis-Schiele révèle que les sujets scientifiques (nouvelles scientifiques et techniques) occupent 3,1 p. cent de la surface rédactionnelle des quotidiens et 0,44 p. cent du temps total de diffusion des réseaux de télévision francophones.

Indéniablement, «la télévision se classe au premier rang comme moyen de se renseigner sur des questions scientifiques: en effet, près de la moitié (46,1 p. cent) des personnes interrogées suivent assez souvent ou même régulièrement des émissions scientifiques à la télévision. Par ailleurs, la lecture régulière ou assez fréquente d'articles scientifiques n'est le propre que du tiers de la population environ: 34,6 p. cent pour les livres et les revues et 36,5 p. cent pour les quotidiens.

Fait à remarquer, près de 4 personnes sur 10 (39,3 p. cent) discutent assez souvent (ou même régulièrement) avec parents et amis de grandes questions technologiques ou scientifiques.

Par contre, la radio semble le média le plus ignoré en matière scientifique puisque aussi peu que 12,2 p. cent de la population écoutent assez souvent des émissions sur le sujet. Près de la moitié de la population (47,8 p. cent) déplore d'ailleurs cette lacune en affirmant qu'il y a trop peu d'informations scientifiques à la radio.

On note le même reproche et même de façon assez prononcée en ce qui concerne la télévision (41,5 p. cent). Ce «mécontentement» est sensiblement moindre pour les revues (27,3 p. cent). Enfin, quelle que soit la source d'approvisionnement utilisée, pour 2 personnes sur 3 (67,3 p. cent), c'est en français que l'on se procure cette information scientifique.

Les analystes concluent à un lien non équivoque de cette «soif d'information» avec une certaine démystification de la chose scientifique puisque, comme nous le soulignions plus haut, «81,9 p. cent des individus interrogés sont d'avis que toute personne peut comprendre les sujets scientifiques à condition qu'on lui fournisse les bonnes explications.» [24]

En fait, le sondage du Ministère renferme une véritable mine d'information pour l'évaluation de la demande en matière de culture scientifique et technique. À notre connaissance, les seuls autres sondages en ce domaines étaient de nature stratégique. Il s'agissait des sondages conduits périodiquement par Québec Science auprès de ses lecteurs pour adapter sa stratégie rédactionnelle et promotionnelle, par les quotidiens pour les fins de leur marketing et par les services de recherches respectifs de Radio-Canada et de Radio-Québec. Quant aux sondages d'opinion de type Gallup ou Omnibus, ils sont habituellement trop généraux pour qu'on puisse en tirer des réponses utiles.

Les opinions sont, bien sûr, très souvent différentes des comportements, mais il n'en reste pas moins que les données révélées par le sondage Tremblay-Roy confirment à la fois les intuitions et les données partielles sur lesquelles se sont basés les producteurs et les décideurs pour augmenter l'offre de culture scientifique et technique.

Le rapport Tremblay-Roy consacre un chapitre entier au niveau d'information et au degré d'exposition à l'actualité scientifique. En voici une brève synthèse.

---

24. Victor TREMBLAY et Jean ROY, op. cit., p. 37.

1. La consommation d'information scientifique à la télévision et la lecture croissent de façon marquée avec la scolarité et le revenu des individus.

2. L'écoute et la lecture d'information scientifique sont légèrement plus grandes chez les hommes que chez les femmes.

3. Par contre, cette différence de comportement entre les hommes et les femmes disparaît lors des discussions sur les grandes questions technologiques et scientifiques.

4. Les hommes et les résidents de la région métropolitaine de Montréal se tiennent un peu plus au courant de la chose scientifique que le reste de la population.

5. Les personnes les mieux informées se retrouvent dans le groupe d'âge 18-44 ans.

6. Pratiquement personne ne juge excessive la quantité d'information scientifique mise à leur disposition.

7. Les personnes interrogées qui reprochent le plus aux médias leurs carences en matière d'information scientifique sont ceux qui en consomment le plus.

«En résumé, le sondage démontre l'ouverture d'esprit des Québécois face à la chose scientifique. Même si, sur dix personnes interrogées, on ne peut qualifier de friand d'informations dans ce domaine qu'un seul répondant, on n'en identifie pas moins de cinq autres qui en consomment sporadiquement sous une forme ou sous une autre, la télévision demeurant le média privilégié. De plus, la soif de connaissances scientifiques et techniques croît avec sa consommation, ce qui suggère une responsabilité certaine des médias dans la diffusion et la vulgarisation de ce genre d'informations. De toute façon, il n'y en a pas trop, dit-on unanimement ou presque!» [25]

---

25. Victor TREMBLAY et Jean ROY, op. cit., p. 51.

À cet effet, il est intéressant de comparer les opinions émises dans le cadre de ce sondage avec les auditoires réels de certaines émissions à caractère scientifique. Science-réalité, par exemple, a rejoint une moyenne de 318 000 téléspectateurs au cours de la saison 1984-1985. À l'automne 1985, la série Le cerveau, à Radio-Québec, a été vue par 174 000 téléspectateurs lors de la première diffusion et par 115 000, en reprise.

2. Le public des loisirs, des camps et des expositions scientifiques

Plus de 250 000 personnes ont visité les trois éditions du Salon des sciences et de la technologie, de 1982 à 1984. La fréquentation des expos-sciences régionales est évaluée à environ 125 000 personnes par année.

Il n'existe malheureusement pas de portrait-type des quelque 57 000 pratiquants de loisir scientifique, si ce n'est quelques indications sur la clientèle des principaux organismes.

Tableau 4- Description sommaire des clientèles des organismes de loisir scientifique

Astronomie:	Environ 70 % d'adultes et 30 % de 15-20 ans
Ornithologie:	Adultes
Clubs 4-H:	Créneau des 12 à 18 ans
CDLS:	Petits débrouillards: 7-14 ans Clubs et expos-sciences: 12-18 ans Regroupements régionaux: jeunes et adultes
Enjeu et Environnement Jeunesse:	Créneau des 12 à 25 ans
Histoire:	Adultes

Horticulture:	Adultes
Cercles des jeunes naturalistes:	Créneau des 7 à 17 ans
Agriculture biologique:	Jeunes adultes de 16 à 30 ans

(Source: MLCP, Document interne)

En dépit du caractère purement indicatif des données, il est intéressant de constater, comme le montre le Tableau 5, à quel point les femmes s'impliquent davantage dans les organismes de sciences naturelles:

Tableau 5- Pourcentage de femmes oeuvrant dans les organismes de loisir scientifique

Astronomie:	13 %
Ornithologie:	35 %
CDLS:	35 %
Enjeu et Environnement Jeunesse:	52 %
Histoire:	40 %
Horticulture:	80 %
Cercles des jeunes naturalistes:	55 %
Agriculture biologique:	50 %

(Source: MLCP, Document interne)

3. Le public des établissements muséologiques et des centres d'observation et d'interprétation

La fréquentation des divers établissements muséologiques, centres d'interprétation, aquariums, jardins zoologiques, planétarium, etc, selon une enquête de Statistique Canada effectuée en 1979, serait en moyenne de 25 000 visiteurs par année et par établissement. Certains établissements sont beaucoup plus populaires que d'autres. Ainsi, par exemple, le Planétarium de Montréal reçoit plus de 200 000 visiteurs annuellement.

Par ailleurs, 33,3 p. cent des Québécois ont visité un site naturel en 1982, 26 p. cent un jardin botanique, 23,7 p. cent un jardin zoologique et 18,1 p. cent un aquarium. [26]

Notant que ce genre d'activité peut être relié aussi bien au tourisme qu'au loisir scientifique, les auteurs des Statistiques culturelles du Québec, de 1971 à 1982, [27] remarquent que les jardins botaniques ont «attiré plus d'un Québécois sur quatre [chaque année], pour près de trois visites en moyenne par visiteur. Ce centre d'intérêt exerce un attrait chez les gens de tous les âges dans des proportions assez semblables, à l'exception des 35-44 ans qui ont fréquenté un tel endroit à raison de 31 p. cent d'entre eux. On fréquente d'ailleurs un jardin botanique d'autant plus volontiers qu'on est instruit (études primaires seulement: 20 p. cent; diplôme universitaire: 31 p. cent). Sauf pour les personnes à revenu très modeste (moins de 10 000 $: 23 p. cent), les taux de fréquentation selon le revenu du foyer sont très semblables (autour de 28 p. cent). L'aquarium public est moins populaire: environ un Québécois sur cinq, et moins de 2 fois en moyenne par visiteur. Font exception les 12-14 ans (33 p. cent d'entre eux).

Les jardins zoologiques ont été visités par près de 25 p. cent des Québécois de 12 ans et plus, à raison de 1,6 visite en moyenne par visiteur. Encore une fois, c'est le lot des 12-14 ans (37 p. cent). Pour les autres catégories d'âge, les taux de fréquentation oscillent entre 33 p. cent pour les 25-34 ans et 11 p. cent pour les 55 ans et plus. On visite d'autant plus un établissement qu'on vient d'un milieu à l'aise. Enfin, les personnes ayant terminé des études collégiales semblent plus intéressées par ce genre de loisir (29 p. cent) que toute autre.» [28]

---

26. Stat. cult., op. cit., p. 7.22
27. Ibid., p. 20.77
28. Ibid., p. 20.109.

Enfin, il semble que les demandes pour la réalisation de nouveaux projets muséologiques aillent croissant. Ces nouveaux projets seraient de qualité et menés avec le plus grand sérieux comme c'est le cas, par exemple, du projet de musée à Pointe-au-Père, qui requerrait des investissements de l'ordre de 25 millions de dollars.

4. Le public de la Maison des sciences et des techniques

87 p. cent des personnes interrogées lors du sondage Tremblay-Roy (58,4 p. cent= tout à fait d'accord et 28,6 p. cent= plutôt d'accord) ont signifié leur accord avec la proposition suivante: «L'ouverture à Montréal d'un musée des sciences et de la technologie permettra d'éveiller l'intérêt de la population face aux connaissances scientifiques et techniques.» [29] Cela laisse supposer, à tout le moins au début, un très fort achalandage pour la future Maison des sciences et des techniques.

De tels centres de sciences et de technologie sont d'ailleurs très populaires partout où ils existent. À ce sujet, l'étude de la fréquentation éventuelle de la Maison des sciences et des techniques a été effectuée de façon très sérieuse, sur une base comparative et en tenant compte de plusieurs variables. Elle conclut qu'«environ un million constituerait la capacité d'attraction annuelle de la Maison des sciences et des techniques». [30]

* * *

---

29. Victor TREMBLAY et Jean ROY, op. cit., p. 45.
30. Maison des sciences, op. cit., p. 83.

II- ÉVALUATION DU MARCHÉ

Prenant de plus en plus leurs distances vis-à-vis du milieu scientifique, les activités de diffusion la culture scientifique et technique ont évolué selon leur propre dynamique au cours des dernières années, se chargeant de traduire les interrogations du public face aux sciences et à la technologie avec une efficacité croissante et une panoplie de moyens sans cesse élargie. Malgré tout, ce public, sous la poussée de la scolarisation et la pression de l'envahissement technologique, semble rester encore sur son appétit.

A- ÉVALUATION DE L'OFFRE ET DE LA DEMANDE

L'époque où les scientifiques craignaient unanimement les journalistes est en partie révolue depuis l'apparition de journalistes disposant d'une formation supérieure et pratiquant à temps plein un journalisme scientifique dont ils se doivent de sauvegarder la crédibilité.

Le pionnier de la vulgarisation scientifique québécoise, Fernand Seguin, a reçu, en 1977, la plus grande distinction internationale dans ce domaine: le prix Kalinga. Chaque année depuis quinze ans, les journalistes scientifiques québécois francophones décrochent plus que leur part des prix d'excellence dans les concours pan-canadiens.

D'une façon générale, on peut aussi constater que si l'offre des médias a augmenté, elle s'est accrue de manière inégale. On pourrait presque établir une corrélation entre l'influence qu'ont pu exercer les communicateurs scientifiques et l'augmentation de l'offre pour les médias, du moins. Ainsi, les médias scientifiques (qui sont souvent placés sous le contrôle de communicateurs scientifiques) se sont multipliés par sept au cours des dix dernières années. En 1975, il n'y en avait qu'un seul: Québec Science. Dix ans plus tard, en 1985, on retrouve Science & Technologie, Forêt Conservation, Hebdo-science, La Puce à l'oreille, Je me petit-débrouille, Interface, Info-PUQ, Franc-Nord et Le Monde actuel. Et ce, en dépit du fait que 100 p. cent des magazines scientifiques en provenance de la France et des États-Unis soient disponibles sur le marché québécois!

Il n'en va pas de même dans les mass médias où les dirigeants semblent encore réfractaires à la science ou, à tout le moins, montrent une timidité excessive. À notre connaissance, la salle de rédaction de La Presse dispose de quatre journalistes scientifiques et celle du Soleil, de quatre également. Mais les deux quotidiens n'en affectent qu'un seul aux sciences. Au Journal de Montréal et au Journal de Québec, on semble confondre science et naturisme. [31] Le Devoir, après avoir assuré une «couverture» très intéressante des événements scientifiques et technologiques pendant près de dix ans, semble victime des arrivées et départs de journalistes, confirmant ainsi une absence de politique éditoriale pour le moins inquiétante en matière de culture scientifique et technique.

Alors que le réseau anglais de Radio-Canada réserve le meilleur créneau horaire à l'émission scientifique animée par le Dr David Suzuki, The Nature of Things, [32] la direction du réseau français hésite encore à diffuser Science-réalité à une heure démontrant un tant soit peu sa confiance dans la capacité d'attraction de cette émission. La même attitude prévaut également à la direction du réseau TVA.

---

31. BOUCHER, DUPUIS et SCHIELE, op. cit., p. 50.
32. Dans Saturday Night, oct. 1984.

Pour la radio, le public a bien raison de déplorer la carence d'émissions scientifiques puisque seul le réseau français de Radio-Canada produit des émissions de ce type (Aujourd'hui la science et quelques séries en FM). De toute évidence, les capsules d'Hebdo-science ne suffisent pas à la demande...

Les interactions du loisir scientifique avec le public se sont aussi accrues au cours des dernières années et lui ont permis de s'adapter davantage aux préoccupations actuelles. D'abord, il faut signaler l'attraction de plus en plus grande des expos-sciences: les stands et les exhibits visent davantage l'information du public que la démonstration d'un savoir-faire. Ensuite, la plupart des domaines traditionnels du loisir scientifique ont débordé le cadre habituel de leurs activités, entre autres, par des publications destinées au public en général ou par la réalisation de séries télévisées par câble. Enfin, le monde du loisir scientifique s'est montré attentif à des besoins nouveaux comme le loisir informatique et a su s'associer à des initiatives comme le Club des petits débrouillards.

B- ÉVALUATION DES RESSOURCES

En 1987, la première exposition d'envergure à être réalisée par la Maison des sciences et des techniques, l'Exposition technique 1987, viendra doubler les ressources humaines et financières consacrées à la culture scientifique et technique.

Cet impact illustre la justesse de la métaphore du journaliste de l'Actualité [33] comparant les moyens actuels des communicateurs scientifiques et ceux de la future Maison des sciences et des techniques avec la pêche faite par des goélands par rapport à celle d'un chalutier.

---

33. Jean BLOUIN, op. cit.

Les médias peuvent augmenter leur contenu scientifique à leur gré: 15 lauréats du concours de journalisme scientifique du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science peuvent être considérés comme d'excellentes recrues. De plus, chaque livraison des médias scientifiques agrandit le réservoir des collaborateurs en ce domaine.

Il n'en ira pas de même avec la Maison des sciences et des techniques. D'une part, la gamme de services professionnels dont elle aura besoin pour démarrer, sera très très étendue et impliquera des créateurs dans des domaines beaucoup plus diversifiés que ceux actuellement couverts.

D'autre part, les communicateurs scientifiques actuels travaillent encore à une échelle plus ou moins artisanale, alors que la venue de la Maison des sciences et des techniques marquera le passage à une échelle industrielle requérant des spécialistes de tous ordres.

Une certaine expertise d'animation et d'exposition scientifique pourra provenir du milieu du loisir scientifique qui s'est toujours préoccupé de la formation d'animateurs. Par ailleurs, même si ce milieu témoigne aussi d'une longue expérience des expositions, il reste que les expos-sciences paraissent du «bricolage» par rapport aux besoins de la Maison des sciences et des techniques.

En fait, cette Maison représente un médium nouveau qu'il faudra apprendre à contrôler et à adapter aux besoins du public québécois. «À cet effet, la tâche n'est pas simple et il faut tenir compte du grand nombre de variables comportementales de chacune des clientèles visées,» soulignait la principale responsable du Pavillon H_2O à Québec 84, Mme Claude Benoît, lors du colloque sur la Maison des sciences et des techniques organisé par l'A.C.S.Q., en novembre 1984. [34]

---

34. Claude BENOÎT, Intervention (non publiée) au Colloque sur la Maison des sciences et des techniques, Montréal, novembre 1984, p. 81.

Autre facteur important à prendre en considération dans cette évaluation des ressources du marché de la culture scientifique et technique: le financement.

Jusqu'à présent, ce marché ne semble offrir d'intérêt pour aucun investisseur privé et sa croissance repose sur l'augmentation des revenus d'autofinancement et des subventions gouvernementales.

À notre connaissance, en dépit du fait que maints communicateurs scientifiques (particulièrement dans les médias scientifiques) manifestent un esprit d'entreprise indéniable, le milieu n'a donné naissance qu'à trois entreprises dites à but lucratif: la Société Technica dont l'activité principale était la réalisation du Salon des sciences et de la technologie (compagnie à but non lucratif), le magazine Science et Technologie (Mondex) et la Boutique Science-tech. La Société Technica et la Boutique Science-tech ont dû fermer leurs portes quelque trois ans après leur création. Science et Technologie, par contre, continue de publier à tous les deux mois (parfois avec de longs retards) depuis 1981, mais sa survie dépend bien davantage de la détermination de son éditeur, M. Bernard Lévy, que de sa rentabilité.

Les autres entreprises à but lucratif du secteur sont, comme nous le disions plus haut, des entreprises de services professionnels ne requérant que peu d'investissements. De plus, le marché de ces services professionnels est principalement constitué de contrats à réaliser pour les secteurs publics ou para-publics, de sous-traitance et de commandes en provenance de médias, de maisons d'édition et, plus rarement, d'industries.

Enfin, contrairement au milieu anglo-canadien, il n'existe pas de tradition philanthropique d'une ampleur telle qu'elle pourrait procurer une aide substantielle à l'essor de la culture scientifique et technique au Québec.

Le fait que la Fondation pour le développement de la science et de la technologie créée en 1983 pour aider au financement de la recherche ait dû fermer ses portes au cours de l'été 1985, faute de souscripteurs, en constitue une illustration supplémentaire. Cependant, la Fondation de l'ACFAS dont l'objectif est de contribuer à la communication scientifique, effectue actuellement une campagne de sollicitation intensive. Les résultats restent à venir.

Par ailleurs, le marché des annonceurs s'est accru de façon encourageante au cours des dernières années. Aux grands annonceurs traditionnels du secteur (Hydro-Québec, Alcan, Bell...), quelques annonceurs commerciaux sont venus s'ajouter, confirmant l'attrait des lecteurs des médias scientifiques. De 1980 à 1985, le volume de facturation publicitaire des médias a augmenté d'une manière appréciable, passant de 150 000 $ à environ 400 000 $ par année.

Les revenus de vente de ces publications se sont aussi accrus. Si bien que, de façon générale, les médias scientifiques ont passé à travers la crise économique du début des années 80 sans grand dommage.

Si la croissance tout récente du marché des annonceurs et l'augmentation des revenus de vente des médias scientifiques présument d'un avenir meilleur, il n'en reste pas moins que seule une aide financière gouvernementale accrue permettra d'enraciner et de consolider davantage l'impact jumelé des ressources humaines et financières consacrées à la diffusion de la culture scientifique et technique.

* * *

III- CARACTÉRISTIQUES DES INTERVENTIONS GOUVERNEMENTALES

Les gouvernements québécois et fédéral se partagent l'essentiel du financement des organismes et des activités de diffusion de la culture scientifique et technique en vertu de programmes conçus soit à ces fins spécifiques, soit à d'autres fins. Il n'existe aucun mécanisme de concertation entre les deux paliers de gouvernement, mais leurs contributions respectives plus ou moins généreuses ont souvent tendance à s'équilibrer en alternance. Les organismes qui ont accès aux deux sources ont appris à composer avec cette conjoncture. Il faut noter cependant que le financement principal provenant du gouvernement québécois dans la plupart des cas, les coupures effectuées dans les budgets des ministères et des organismes de financement ont ralenti bien des activités.

A- DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Le phénomène le plus marquant des dernières années au sein du gouvernement québécois et aux yeux des acteurs de la culture scientifique et technique a été la création, en 1983, du ministère de la Science et de la Technologie. L'effet polarisateur de ce ministère a été si important que la très grande majorité des initiatives nouvelles en matière de culture scientifique et technique s'y est très vite canalisée.

Cela, en dépit du fait qu'aucun des programmes existant dans les autres ministères susceptibles de contribuer au financement des organismes et des activités de diffusion de la culture scientifique et technique n'ait été abandonné. Certains, comme celui du Ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche pour le loisir scientifique, ont même été augmentés.

En fait, c'est ce dernier ministère qui finance depuis des années la majeure partie des dépenses du loisir scientifique. Il en va de même pour les musées où le Ministère des Affaires culturelles constitue le principal bailleur de fonds québécois, à raison d'un demi-million de dollars annuellement.

Les ministères de l'Environnement et de l'Énergie et des Ressources se partagent le financement des réserves fauniques, des centres d'interprétation et des centres éducatifs forestiers.

De son côté, le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science, en plus de chercher à satisfaire les demandes ponctuelles à même les fonds d'intervention du ministre, a mis sur pied deux programmes d'aide à la diffusion de la culture scientifique et technique. Le premier de ces programmes est le concours de journalisme scientifique organisé à l'époque du Secrétariat à la Science et à la Technologie, à la suite d'une suggestion formulée en ce sens dans le Livre vert. La poursuite de ce programme occasionne des déboursés annuels de l'ordre de 20 000 $. Le second programme a démarré en 1983 et dispose d'un montant de quelque 450 000 $. Il consiste essentiellement à financer les salaires de stagiaires dans les organismes à but non lucratif oeuvrant dans la diffusion de la culture scientifique et technique.

Les dépenses annuelles de transfert du gouvernement du Québec pour la diffusion de la culture scientifique et technique seraient les suivantes:

Tableau 6- Dépenses de transfert du gouvernement du Québec pour la diffusion de la culture scientifique et technique

1. <u>Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science</u>:

* Soutien aux organismes sans but lucratif:	450 000 $

* Concours de journalisme scientifique:	20 000 $
* Maison des sciences et des techniques:	2 000 000 $
* Divers (diffusion de la culture scientifique):	300 000 $
TOTAL MESS:	**2 770 000 $**
2. Ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche:	
* Loisir scientifique:	900 000 $
TOTAL MLCP:	**900 000 $**
3. Ministère des Affaires culturelles:	
* Muséologie scientifique:	500 000 $
TOTAL MAC:	**500 000 $**
4. Fonds F.C.A.R.:	
* Revues de vulgarisation scientifique:	60 000 $
TOTAL F.C.A.R.:	**60 000 $**
GRAND TOTAL:	**4 230 000 $**

B- DU GOUVERNEMENT DU CANADA

Avant la mise sur pied, en 1983, du programme de sensibilisation du public aux sciences et à la technologie, un programme impliquant l'allocation de 1 500 000 $ par année à travers le Canada, il n'existait aucun mode d'intervention directe du gouvernement canadien dans le secteur de la culture scientifique et technique. Une première année de subventionnement, en 1984, a permis de verser quelque 300 000 $ à 11 organismes québécois.

Auparavant, en 1978, le Conseil des sciences du Canada s'était vu octroyer une certaine responsabilité en matière de culture scientifique et technique, mais sans qu'on lui accorde ni pouvoir de subvention, ni d'ailleurs de budgets à cette fin!

Par ailleurs, dans le domaine de l'édition, le ministère des Communications du Canada accorde une certaine aide indirecte à la publication d'ouvrages de vulgarisation dans le cadre du programme d'Aide à la commercialisation du livre qu'il administre.

C- LES AUTRES CONTRIBUTIONS

Les trois conseils de recherche canadiens subventionnaient occasionnellement des activités de publication de vulgarisation pour un montant total inférieur à 75 000 $ par année avant la mise sur pied du programme de sensibilisation du public aux sciences et à la technologie.

De même, le Fonds F.C.A.R. subventionne pour un montant d'environ 60 000 $ par année la publication des revues Québec Science et Science et Technologie dans le cadre de son programme d'aide à la publication de revues scientifiques, rapports et mémoires de recherche.

L'Association canadienne-française pour l'avancement des sciences (A.C.F.A.S.) a contribué, dans la mesure de ses moyens, à la naissance et au maintien de la plupart des initiatives des médias scientifiques et du loisir scientifique. Plusieurs associations soutiennent la plupart des activités de publication s'adressant au public, comme, par exemple, l'Association forestière du Québec pour la revue Forêt Conservation, l'Union québécoise pour la conservation de la nature pour la revue Franc-Nord, etc.

À l'exception de la Ville de Montréal qui assume une partie des frais de fonctionnement du Planétarium Dow, aucune municipalité ne semble apporter de contribution substantielle au soutien des activités de diffusion de la culture scientifique et technique.

* * *

IV - COMMENTAIRES ET SUGGESTIONS D'INTERVENTION

L'analyse de ce premier tour d'horizon, trop rapide, de l'univers de la culture scientifique et technique québécoise pourrait être effectuée d'autant de façons qu'il existe de points de vue différents sur la question. Un oeil néo-libéral y verrrait que l'État contribue pour près de 50 p. cent (4 sur 8 millions de dollars) à la survie de ce secteur et que, par conséquent, cela devrait suffire amplement. Un défenseur de l'État-Providence serait porté à comparer ce «maigre» 4 millions (dont la moitié va à la Société de la Maison des sciences et des techniques, montant qui ne cessera d'augmenter d'ici l'ouverture de la Maison) aux millions consacrés au sport ou, même, aux affaires culturelles, pour conclure que, vraiment, il s'agit d'un effort dérisoire, compte tenu de l'importance de l'enjeu en cause.

En réalité, les activités de diffusion de la culture scientifique et technique sont de taille pour ainsi dire microscopique dans l'ensemble où elles se situent respectivement. Ainsi, par exemple, les médias scientifiques représentent une quantité tout à fait négligeable dans le monde des mass médias. Le loisir scientifique est certes le secteur mou du loisir organisé, notamment par rapport aux activités sportives qui se déploient sur près de 15 000 terrains différents. [35] Quant aux musées de nature entièrement ou partiellement scientifique, il faut compter vraiment très largement pour chiffrer à environ 10 p. cent leur proportion dans un secteur qui ne souffre certes pas de sur-développement!

---

35. Stat. cult., op. cit., p. 16.5

En fait, il est une constatation évidente entre toutes qu'on peut formuler à la lumière des pages qui précèdent: **la fragilité et la faiblesse de la diffusion de la culture scientifique au Québec.**

Certes, la gamme des activités et des services offerts étonne par sa variété et sa qualité d'ensemble. Mais la «maigreur» des ressources humaines et financières qui s'y consacrent étonne encore davantage. La diffusion de la culture scientifique et technique au Québec est l'affaire d'au plus une centaine de professionnels; elle mobilise (MST exclue) moins de 8 millièmes de un p. cent (0,008 %) des ressources financières de l'État québécois.

D'autres constatations ressortent également de l'analyse de chacune des catégories.

1. <u>Les médias</u>

Ainsi, les médias scientifiques semblent jouir d'une bonne santé financière au moins relative, avec 65 p. cent d'autofinancement en moyenne. Cependant, il serait étonnant qu'ils puissent survivre à une cessation éventuelle de toute aide de l'État (sauf, peut-être, Québec Science et sans doute en diminuant sa qualité rédactionnelle).

Par ailleurs, si l'on s'en tient aux indications fournies par le sondage Tremblay-Roy sur les attentes du public à l'endroit des mass médias, un effort s'impose en ce domaine, notamment à la radio et à la télé. Il revient aux dirigeants de ces médias de prendre les mesures qui s'imposent pour satisfaire leurs publics.

2. Les loisirs, camps et expositions scientifiques

Malgré certaines initiatives plutôt récentes, les activités de loisir scientifique semblent plafonner. Ce plafonnement peut sans doute être attribuable au caractère amateur et aléatoire de ces activités et au fait qu'une fois l'initiation de base d'un individu terminée, le milieu n'offre que peu d'occasions d'approfondir une discipline ou une science. Pour plusieurs, le loisir scientifique ne constitue qu'un lieu de passage, ce qui explique que, bon an mal an, le nombre total de pratiquants varie fort peu. Pour ceux qui restent, d'ailleurs, le loisir scientifique débouche souvent sur un engagement communautaire ou social.

Les ressources humaines et financières impliquées dans ce secteur, comme dans celui des médias scientifiques, sont, elles aussi, minimes et le mode actuel de subventionnement semble poser plusieurs contraintes et barrières au développement et ce, en particulier au plan régional.

Enfin, la situation des camps de science apparaît telle qu'ils sont pratiquement contraints de fonctionner avec leurs seules ressources.

3. Les établissements muséologiques et la Maison des sciences et des techniques

Dans cette catégorie, il faut constater une situation déplorable. L'état, l'éparpillement, voire la disparition des collections de sciences naturelles ont été maintes fois constatés et dénoncés. Rien ou presque n'a été fait depuis. Le retard du Québec dans ce domaine est important. Partout ailleurs, l'offre de muséologie scientifique semble nettement supérieure à la nôtre. En fait, le seuil minimal n'est pas atteint.

Aussi, dans cette perspective, la future Maison des sciences et des techniques apparaît-elle comme un atout majeur pour la diffusion de la culture scientifique et technique au Québec. Mais il ne faut pas pour autant balayer sous le tapis le reste du problème de la muséologie scientifique, comme l'ensemble du problème de la diffusion de la culture scientifique, d'ailleurs.

4. Les interventions gouvernementales

La multiplicité, l'hétérogénéité et le caractère ponctuel des interventions gouvernementales effectuées jusqu'à présent dans la diffusion de la culture scientifique et technique illustrent l'absence d'une volonté politique explicite. En fait, la culture scientifique et technique n'a pas vraiment acquis ses lettres de noblesse au Québec.

Pourtant, à l'instar de la science et de la technologie elles-mêmes de plus en plus présentes dans la vie de chaque citoyen en tant que producteur et consommateur, les points d'intersection des activités quotidiennes et professionnelles de chacun avec une certaine quantité de connaissances scientifiques et techniques bien comprises deviennent de plus en plus nombreux et ne sauraient aller qu'en augmentant.

Dans un contexte de développement technologique sans précédent, de l'accès instantané à l'information mondiale et d'une compétition internationale intense, une société dont une majorité de citoyennes et de citoyens ne maîtriserait pas un minimum de rapports d'intelligence avec la perception scientifique de la réalité et ses applications, n'aurait pas d'avenir culturel, politique ou économique. Pas d'avenir tout court, d'ailleurs!

L'image de la bouteille de Coca-Cola tombant du ciel au milieu d'une tribu de l'Afrique centrale dans le film «Les dieux sont tombés sur la tête», fait sourire. Pourtant, la réaction provoquée chez certains par l'apparition des micro-ordinateurs dans les bureaux est presque du même ordre...

Jusqu'à présent, aucune étude n'a cherché à évaluer de façon systématique le contenu scientifique de la culture au Québec. Pour bien des gens, cependant, société, nature, économique, politique, science, technologie, constituent autant de boîtes noires. Ainsi, par exemple, l'étude Tremblay-Roy indique que 60,2 p. cent des Québécois considèrent l'astrologie comme une science...

Un peu mieux connue, l'acculturation scientifique des jeunes alarme encore davantage. «En fait, il existe un très large fossé entre les objectifs de l'enseignement des sciences et leur réalisation. Nos écoles primaires offrent rarement de bons cours de science, quand elles en offrent. On renseigne très peu les élèves sur les interactions pourtant cruciales entre les sciences, la technologie et la société.» [36]

Au secondaire, c'est la préparation professionnelle à court ou à moyen terme qui importe: «Si je deviens mécanicien, je n'ai pas besoin d'être renseigné sur la lune.» [37] Pourtant, «dans la société informatisée qui se dessine, c'est la capacité d'utiliser judicieusement les connaissances disponibles qui départagera les travailleurs qualifiés des non qualifiés, et non plus les connaissances acquises.» [38]

---

36. À l'école des sciences, Rapport numéro 36, Conseil des sciences, Ottawa, avril 1984, p. 2
37. L'enseignement des sciences dans les écoles canadiennes, Étude de documentation numéro 52, vol. III, Conseil des sciences, Ottawa, avril 1984, p. 154.
38. À l'école des sciences, op. cit., p. 14

Dans un tel contexte, la visite d'un musée ou d'un centre écologique, une exposition accrue aux nouvelles et aux analyses de l'actualité scientifique et technique et, surtout, la pratique d'un loisir scientifique représentent autant d'occasions pour chacun d'améliorer ses rapports avec l'appréhension scientifique de l'univers, d'en saisir les liens pour être à même de s'en servir éventuellement. Tout élève qui a préparé une expérience pour une expo-sciences en a ressenti avec force et joie l'effet extraordinaire.

Voilà pourquoi, dans cette perspective, la diffusion de la culture scientifique et technique à travers toute une gamme de moyens revêt une si grande importance. Il s'agit d'un enjeu à l'échelle de la société elle-même. Par conséquent, il est absolument indispensable que tous les partenaires sociaux (en particulier ceux du domaine de l'éducation) y collaborent activement.

À cette fin, un plan au moins sommaire doit être dressé afin d'assurer la concertation en vue de l'atteinte de cet objectif.

La situation décrite plus haut démontre que, jusqu'à présent, toutes les initiatives en matière de médias, de loisir et de muséologie scientifique (à l'exception de la Maison des sciences et des techniques où l'initiative revient à l'État, mais à la suite de pressions répétées) sont provenues du milieu. Un milieu qui a d'ailleurs souvent fait preuve lui-même de concertation.

Par ailleurs, les ministères québécois (les ministères canadiens ont été, jusqu'à ces dernières années, pratiquement absents de la scène) ont su s'adapter d'une manière responsable aux demandes du milieu et continuent de le faire.

La création du Ministère de la Science et de la Technologie, en 1983, a été considérée comme le début d'une ère nouvelle, celle de l'expansion, pour la diffusion de la culture scientifique et technique. Cela s'est avéré vrai certainement pour la Maison des sciences et des techniques et pour plusieurs initiatives pour lesquelles le Ministre a fait usage de son fonds d'intervention discrétionnaire. Cependant, le Ministère a vu beaucoup de ses énergies et de ses ressources (microscopiques par rapport à celles dont disposent les autres ministères) accaparées par la Maison des sciences et des techniques. Il n'a créé qu'un seul programme d'aide aux organismes, afin qu'ils puissent embaucher, sur une base temporaire et à un salaire minimum, du personnel spécialisé, sans que ces organismes aient quelque espoir de conserver ce personnel ultérieurement, faute d'argent.

De son côté, le MLCT dispose d'un programme normalisé permettant de subventionner les frais minimaux de fonctionnement des organismes de loisir scientifique et de verser des montants supplémentaires pour la réalisation de projets spécifiques.

Au fédéral, le financement ponctuel constitue la norme puisque le programme de sensibilisation du public est, en fait, un concours annuel. (À noter que l'existence de ce programme a été remise en cause au cours de l'année 1985.)

Du point de vue de l'offre, on peut donc prendre pour acquis le maintien de ces ressources au moins minimales.

5. La Maison des sciences et des techniques

Cependant, la mise en chantier de la Maison des sciences et des techniques va très vite provoquer l'évolution suivante, toutes choses étant égales par ailleurs:

Tableau 7- Impact de la Maison des sciences et des techniques sur les ressources humaines de diffusion de la culture scientifique et technique au Québec (1985-1990)

	1985	1987	1990
Maison des sciences:	15	40	240
Médias, loisirs et autres:	55	55	55
Total:	**70**	**95**	**295**

Tableau 8- Impact de la Maison des sciences et des techniques sur les ressources financières de diffusion de la culture scientifique et technique (1985-1990)

	1985	1987	1990
Maison des sciences:	2 000 000 $	8 300 000 $	12 000 000 $
Médias, loisirs et autres:	6 820 000 $	6 820 000 $	6 820 000 $
Total:	**8 820 000 $**	**15 120 000 4**	**18 820 000 $**

Remarques:

1. Toutes les données sont approximatives.
2. L'année 1985 correspond à la situation actuelle. En 1987, aura lieu l'exposition technique mentionnée précédemment. 1990 est l'année prévue pour l'ouverture de la Maison.
3. Les ressources humaines et financières des autres activités de diffusion de la culture scientifique et technique sont supposées à croissance zéro, comme c'est le cas en 1985-1986.
4. Le coût annuel de fonctionnement de la Maison est établi par nous autour de 12 000 000 $ en raison, entre autres, du fait que les prévisions initiales n'incluaient pas le loyer des emprunts.

La principale conclusion qu'on peut tirer de ce tableau est, bien sûr, l'impact prédominant de la Maison des sciences et des techniques sur les ressources humaines et financières de diffusion de la culture scientifique et technique. Que cet impact soit de 50 ou de 80 p. cent dans la réalité affecte peu son ampleur pour les fins de la présente analyse. Le tableau 7 montre en fait que la Maison des sciences et des techniques est un mégaprojet dans un micro-marché.

6. L'opportunité des interventions gouvernementales

De tous les rôles que l'on a voulu faire jouer à l'État au cours des 25 dernières années, il en est au moins un qui est vite devenu un rêve, c'est celui de réalisateur de mégaprojets.

En fait, personne n'est opposé à la réalisation de la Maison des sciences et des techniques dont les bénéfices sociaux seront très grands. C'est le geste posé par le gouvernement que nous retenons dans notre analyse pour formuler une suggestion qui s'impose de toute évidence: **il est impérieux de dresser un plan d'action concertée en matière de diffusion de la culture scientifique et technique.**

Comme nous le disions plus haut, il n'est pas interdit de considérer la diffusion de la culture scientifique et technique comme étant assez dynamique pour fonctionner comme un marché ayant besoin d'aide pour s'affirmer, plutôt que de postuler qu'il constituera toujours un secteur mou, une excroissance nécessaire du système scientifique et technologique condamnée pour toujours à vivre aux crochets de l'État.

Nous croyons que ce même postulat doit servir de guide à long terme des «crochets» que l'État doit poser pour s'assurer du succès de son intervention en tant qu'investisseur éclairé.

Depuis une dizaine d'années, cette intervention est souhaitée par les principaux acteurs du milieu. Ces attentes ont toujours été modestes: un plan d'action ou une politique confirmant au moins une velléité politique et assurant un soutien financier raisonnable et à moyen terme.

Plutôt qu'une politique ou un plan d'action, c'est la Maison des sciences et des techniques qui est venue, présentée presque comme une panacée et reléguant dans son ombre gigantesque les problèmes de l'ensemble du secteur.

À présent, ne serait-ce que parce que ce projet va augmenter de façon considérable l'intérêt pour les sciences et la technologie, c'est du côté des acteurs autres que la Maison des sciences et des techniques que devrait porter l'action gouvernementale au cours des prochaines années.

Cette action serait sans doute aussi prioritaire sans l'existence de la Maison, mais elle le devient encore davantage maintenant. Ainsi, par exemple, en dépit du fait que l'Ontario Science Center existe depuis 1967, le Canada anglais a dû attendre jusqu'à l'an dernier pour que se crée une agence de nouvelles scientifiques (en prenant Hebdo-science pour modèle) et, à notre connaissance, ne dispose d'aucun magazine scientifique digne de ce nom.

Point n'est besoin de chambarder toute l'organisation gouvernementale, ni de mettre sur pied de nouvelles structures. Il suffit d'élaborer un plan-guide d'intervention gouvernementale qui viserait les objectifs suivants:

1. Coordonner les interventions actuelles.

   Pour assurer la réalisation de la Maison des sciences et des techniques dans la plus grande harmonie possible mais, surtout, pour définir les objectifs à atteindre tant par les médias scientifiques que par les loisirs, expositions et camps scientifiques et la muséologie scientifique.

Une telle opération aurait au moins pour effet d'établir des critères de référence pour l'analyse des projets qui est actuellement faite cas par cas et sans vue d'ensemble articulée.

2. **Démarrer un processus de R&D.**

La réalisation de la présente étude a renforcé notre conviction que l'absence de données fiables systématiquement recueillies et mises à jour constituait un handicap sérieux à une intervention en matière de diffusion de la culture scientifique et technique et interdisait, entre autres, les comparaisons internationales et l'établissement d'indicateurs significatifs. La poursuite de ces recherches permettrait aussi de formuler des prévisions réalistes des besoins en ressources humaines et financières et jouerait un rôle déterminant dans l'exploration de la demande potentielle.

Notons bien qu'il ne s'agit pas ici de recherche de type culturel, mais bien de R&D, c'est-à-dire de recherche pouvant conduire à la mise au point de nouveaux «produits» de culture scientifique, en passant par les tests et études de marché appropriés.

À notre connaissance, aucun organisme de diffusion n'est actuellement en mesure de mener à bien des activités de R&D.

3. **Améliorer la gestion et le financement.**

Notre étude montre que plusieurs organismes réussissent à générer un fort pourcentage de revenus propres. Elle ne tient pas compte cependant des fréquents problèmes de liquidité et de déficits qu'ils vivent.

Qu'il s'agisse d'organismes avec ou sans but lucratif, les contraintes sont les mêmes: tous doivent apprendre à planifier et à gérer plus rigoureusement leurs ressources ainsi qu'à générer au moins une partie des argents nécessaires à leur développement. Jusqu'à présent, il est arrivé trop souvent qu'on ait assumé des risques susceptibles de compromettre la survie même d'un organisme en comptant sur un dépannage hypothétique de l'État. À ce sujet, nous avons pu constater à maintes reprises que les vérificateurs externes ne font pas leur travail de façon appropriée lorsqu'il s'agit d'organismes à but non lucratif.

Le même constat d'irréalisme pourrait être formulé dans le domaine du marketing.

Par ailleurs du côté gouvernemental, le simple respect des échéances de versement des subventions accordées contribuerait grandement à sécuriser des organismes qui sont souvent aux abois et n'ont guère accès à la confiance des directeurs de succursales bancaires.

La constitution d'une **enveloppe unique** de façon concertée avec tous les ministères concernés par la diffusion de la culture scientifique et technique permettrait une plus grande rationalité et une meilleure vue d'ensemble du secteur, en plus d'assurer aux organismes une base plus stable pour l'obtention de subventions de **fonctionnement** équitables et adaptées aux besoins réels.

De même, une **seconde enveloppe** devrait être constituées pour le financement au moins partiel des projets **de développement**, en privilégiant les projets qui présentent un potentiel d'autofinancement éventuel.

À titre indicatif et dans un premier temps, l'enveloppe du fonds de fonctionnement pourrait être d'environ 5 millions de dollars, soit une somme légèrement supérieure à ce qui est actuellement consenti, et l'enveloppe du fonds de développement, l'équivalent de la moitié de la première, soit 2,5 millions de dollars.

4. <u>Identifier des publics à privilégier</u>.

L'objectif de démocratisation de la science ne peut être atteint dans son ensemble sans que soient mis en oeuvre une foule de moyens adaptés à des fins et à des publics spécifiques. Comme tout ne peut être accompli en même temps, il serait sans doute opportun que le plan d'action prévoit, dans un second temps et à la lumière des résultats obtenus, d'orchestrer une série d'interventions auprès de publics précis (les jeunes, par exemple), afin d'assurer une exposition et une familiarisation maximales avec les éléments importants de la culture scientifique et technique. (Ce pourrait être, par exemple, une semaine nationale de la technologie au cours de laquelle les établissements d'enseignement et les industries uniraient leurs efforts pour illustrer concrètement l'usage des diverses techniques dans la production des biens.)

5. **Évaluer systématiquement.**

Il faut prévoir, dès le départ, une évaluation systématique, périodique et rigoureuse de tous les programmes actuels et futur en fonction de leur impact réel par rapport aux objectifs poursuivis. L'utilité de telles évaluations a déjà été largement démontrée dans d'autres secteurs.

Qui doit être l'initiateur et le coordonnateur de ce plan? Ce rôle revient de toute évidence à la partie «Science» du Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science où se trouvent d'ailleurs concentrées les rares ressources humaines susceptibles de mener à bien une telle opération.

* * *

CONCLUSION

Il manque à ce portrait bien des éléments souvent intangibles et malheureusement impossibles à évaluer dans les conditions actuelles, mais qui font que la promotion et la diffusion de la culture scientifique et technique revêt aux yeux de ses protagonistes l'aspect d'une cause à défendre et à promouvoir par dessus tout, dans l'intérêt des Québécois.

Ainsi, nulle part dans le présent rapport, il n'est tenu compte de la complicité positive de la plupart des universités, des cégeps, de plusieurs ministères et organismes de recherche publics et privés, dans ce qu'on pourrait appeler un effort de transfert d'information en vue de l'appropriation populaire de la science et de la technologie, un effort portant sur au moins une décennie. Qu'ils en soient remerciés!

Les partisans de la science pour tous seront peut-être un peu déçus de ce premier bilan. Force est de constater, même si la démocratisation de la science reste l'objectif premier de la diffusion de la culture scientifique et technique, qu'il faut un minimum de connaissances (comme le prouvent toutes les analyses des publics identifiés, y compris ceux de la télévision) pour être perméable à la réalité telle que perçue et utilisée par la démarche scientifique.

Car la spécificité de la science est telle qu'elle s'avère souvent contraire au sens commun. La principale difficulté de la communication scientifique provient d'ailleurs de cette spécificité qui impose de faire appel à des connaissances théoriques provisoires et relatives pour rendre accessibles la plupart des sciences, voire la technologie elle-même. Ainsi, la dynamique des médias (événément-intérêt humain) se trouve-t-elle freinée dans son fonctionnement normal.

Il aura fallu l'émergence d'un nombre encore trop restreint de médiateurs spécialisés, les communicateurs scientifiques, pour que certains ponts établissent le contact avec des éléments choisis d'une société désormais engagée dans le processus irréversible de la société d'information.

Le bilan de la partie émergée de cet iceberg d'un type nouveau est rassurant. Certes, une bonne partie du développement reste à venir. Malgré un retard évident en muséologie scientifique, il n'en reste pas moins que pour les médias et le loisir scientifiques, le Québec semble en avance sur le reste du Canada.

De plus, le public québécois se montre particulièrement réceptif à l'information et à l'actualité scientifiques: 81,9 p. cent des Québécois interrogés [39] se disent tout à fait et plutôt d'accord avec l'affirmation que toute personne peut comprendre les sujets scientifiques s'ils sont bien expliqués, alors qu'en France, cette proportion n'est que de 62 p. cent.

Aussi, le succès futur de la diffusion de la culture scientifique et technique ne semble-t-il tenir qu'à l'intervention opportune et éclairée de l'État dans un milieu qui a déjà fait ses preuves et qui ne demande qu'à rayonner davantage, ayant de lui-même préparé une bonne partie de cette relève qui constitue, au fond, la principale valeur ajoutée de ce marché quasi intangible.

* * *

---

39. Victor TREMBLAY et Jean ROY, op. cit., p. 37.

ANNEXES

ANNEXE 1- Liste et description des médias scientifiques

* Forêt Conservation
* Franc-Nord
* Hebdo-science
* Interface
* Je me petit-débrouille
* Le Monde actuel
* La Puce à l'oreille
* Québec Science
* Science et Technologie

Associations

* Association canadienne-française pour l'avancement des sciences (ACFAS)
* Association des communicateurs scientifiques du Québec (ACSQ)

FORÊT CONSERVATION

1. Identification

Forêt Conservation est publié bimestriellement par Revue Forêt Conservation inc., filiale de l'Association forestière québécoise.

Adresse:

Forêt Conservation
915, Ouest, boul. Saint-Cyrille
Sillery, Québec
G1S 1T8
Tél: (418) 681-3588 ou 1-800-463-4538

2. Objectifs

* Informer les membres de l'Association forestière québécoise, les clubs 4-H et le grand public des réalités écologiques, économiques et sociales de la forêt.

* Oeuvrer à l'éducation populaire.

* Promouvoir la conservation de l'arbre, du milieu forestier et de l'environnement en général.

3. Clientèle

Les membres de l'Association forestière québécoise, des clubs 4-H et le grand public. Le tirage vendu est d'environ 6 000 exemplaires par numéro.

4. Financement

Les revenus annuels de Forêt Conservation sont de 250 000 $ par année dont 87 500 $ de subventions.

Source:

Forêt Conservation, États financiers au 31 mars 1985.

FRANC-NORD

1. Identification

La revue Franc-Nord est publiée trimestriellement par l'Union québécoise pour la conservation de la nature (UQCN) depuis 1983.

Adresse:

Franc-Nord
9190, avenue du Zoo
Charlesbourg, Québec
G1G 4G4
Tél: (418) 628-9600

2. Objectifs

L'UQCN est un organisme national sans but lucratif regroupant des individus et des sociétés oeuvrant dans les sciences naturelles et la protection de l'environnement. La publication de la revue Franc-Nord (qui est considérée comme étant l'organe officiel de l'UQCN) s'inscrit dans l'objectif principal de l'organisme: créer des moyens d'éducation et d'intervention efficaces en vue d'une meilleure appréciation de l'environnement naturel et d'une utilisation durable des ressources.

3. Clientèle

S'adressant aux individus intéressés aux sciences naturelles et à l'environnement, la revue compte 3 200 abonnés et distribue 1 500 exemplaires dans les kiosques à journaux.

4. Financement

Les revenus annuels de Franc-Nord sont de 132 500 $ dont environ 50 000 $ de subventions.

Sources:

Déclaration de l'éditeur, le 14 décembre 1985.

Franc-Nord, vol. 3, no 1, Hiver 1986.

HEBDO-SCIENCE

1. Historique

Hebdo-science est une société à but non lucratif formée en 1978 par l'ACFAS et l'ACSQ.

2. Objectifs

* Fournir, sous la forme d'un tabloïd hebdomadaire, un ensemble de nouvelles scientifiques et technologiques, de capsules et de chroniques aux journaux hebdomadaires et, ultérieurement, aux stations de radio locales.

* Sensibiliser le public aux grandes questions scientifiques et technologiques actuelles et au rôle joué par la science et la technologie dans la société québécoise.

3. Clientèle

Les hebdos régionaux (85 abonnés) et les stations de radio locales (75 abonnés). De un à trois millions de francophones sont ainsi rejoints théoriquement chaque semaine.

4. Organisation

L'organisation repose sur la coordination effectuée par le directeur général du travail d'une quarantaine de pigistes.

5. Effectifs

Les effectifs à temps plein d'Hebdo-science se limitent à un directeur général et une secrétaire.

6. Activités

En plus des activités précitées, Hebdo-science a produit depuis sa fondation près de 55 émissions télévisées par câble, donné naissance au Club des petits débrouillards auxquels se destinent principalement les très populaires albums d'expériences du professeur Scientifix et un mensuel: Je me petit-débrouille.

7. Financement

Les revenus annuels d'Hebdo-science sont de 190 000 $. Ils proviennent de subventions gouvernementales dans une proportion de 81 p. cent. À noter qu'en dépit du fait que ses revenus d'autofinancement n'aient cessé de croître au cours des années passées, la formule initiale de cette agence de nouvelles ne prévoit pas qu'elle atteigne un degré substantiel d'autofinancement.

Source:

Hebdo-science, Rapport annuel 1984-1985.

INTERFACE

1. Identification

Interface est une revue bimestrielle publiée par l'ACFAS depuis l'automne 1984.

Adresse:

Interface
2730, Chemin de la Côte-Sainte-Catherine
Montréal
H3C 3A7
Tél: (514) 342-1411

2. Objectifs

* Elle se veut une revue interinstitutionnelle et interdisciplinaire.

* Offrir une tribune où sont débattues les grandes questions scientifiques et technologiques de l'heure, ainsi que différentes chroniques de service aux chercheurs.

3. Clientèle

Interface s'adresse à la communauté scientifique et technologique en général. Les membres de l'ACFAS s'y trouvent abonnés automatiquement. Son tirage actuel est de 7 500 exemplaires par numéro.

4. Financement

Les revenus annuels d'Interface sont de 145 000 $ dont 65 000 $ en provenance d'une subvention de démarrage du Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Science et de la Technologie du Québec.

Source:

ACFAS, Rapport sur l'état de la revue Interface au 30 juin 1985, document interne.

JE ME PETIT-DÉBROUILLE

1. Identification

Mensuel à but non lucratif publié par Hebdo-science en collaboration avec le CDLS.

Adresse (rédaction):

Je me petit-débrouille
2730, Chemin de la Côte-Sainte-Catherine
Montréal
H3C 1A7
Tél: (514) 342-1412

2. Objectifs

* Vise à faire explorer et découvrir par les jeunes des contextes dans lesquels les valeurs telles que l'esprit scientifique, la qualité de la vie, le respect de l'environnement, une saine alimentation, etc, sont évoquées, souvent à l'aide d'expériences faciles à réaliser.

3. Clientèle

Jeunes de 8 à 12 ans (niveau élémentaire). Le tirage actuel est de 8 000 exemplaires. Chaque abonné à Je me petit-débrouille est membre du Club des petits débrouillards.

4. Financement

Les revenus annuels de Je me petit-débrouille sont de 75 000 $ dont 15 000 $ de subventions gouvernementales.

Source:

Hebdo-science, Documents internes.

LE MONDE ACTUEL

1. Identification

Publication thématique consacrée à la promotion de l'innovation technologique, Le Monde actuel paraît six fois par année. Le premier numéro est daté de septembre-octobre 1985. La revue est publiée à Montréal par E.T. Communications.

2. Objectifs

Cet revue peut être considérée comme un «support publicitaire vertical»: elle a pour but la promotion de l'innovation industrielle québécoise sur les plans national et international.

3. Clientèle

Les 50 000 exemplaires prévus pour chaque tirage sont expédiés gratuitement à des listes choisies d'industriels, de scientifiques et de technologues. Une faible proportion est distribuée dans les kiosques à journaux du Québec.

4. Financement

Le financement de la revue provient des annonceurs.

Source:

E.T. Communication

LA PUCE À L'OREILLE

1. Identification

Journal mensuel à but non lucratif fondé en 1982 par une équipe de communicateurs scientifiques et incorporé sous le nom de: Science-Jeunesse Montréal.

Adresse: La Puce à l'oreille
2730, Chemin de la Côte-Sainte-Catherine
Montréal
H3C 1A7
Tél: (514)

2. Objectifs

* Populariser la science auprès des adolescentes et des adolescents.
* Explorer sans contrainte et en dehors des voies académiques l'univers auquel les adolescents sont confrontés.

3. Clientèle

Les jeunes de 14 à 18 ans. Depuis 1985, La Puce à l'oreille est publiée à 120 000 exemplaires distribués avec la collaboration des commissions scolaires dans plus de 500 écoles secondaires polyvalentes.

4. Financement

Les revenus annuels de la Puce à l'oreille sont de 225 000 $ par année dont 95 000 $ en provenance de subventions gouvernementales (MLCP, MEQ, MESST et programme fédéral).

Sources:

Projet Science-Jeunesse Montréal.

Déclaration de la direction, le 21 novembre 1985.

QUÉBEC SCIENCE

1. Identification

Mensuel à but non lucratif fondé par l'ACFAS en 1962, sous le nom de Le jeune scientifique, puis publié par l'Université du Québec sous le nom de Québec Science depuis 1969.

Adresse:

Québec Science
C.P. 250
Sillery, Québec
G1T 2R1
Tél: (418) 657-3551 ou
1-800-463-4799

2. Objectifs

* Sensibiliser le public québécois aux implications scientifiques et technologiques de l'actualité.

3. Clientèle

S'adressant au public en général, le magazine Québec Science rejoignait (selon l'Audit Bureau of Circulation), au 30 juin 1983, 23 667 acheteurs ayant en moyenne (selon un sondage scientifique effectué par la firme Sorécom en novembre 1980) 16 ans de scolarité.

4. Financement

Les revenus annuels de Québec Science sont de 600 000 $ dont environ 75 000 $ de subventions gouvernementales. Les abonnements et les ventes à l'unité du magazine comptent pour 72,5 p. cent des revenus du magazine et la publicité, pour 15 p. cent.

Sources:

Profil des lecteurs de Québec Science.

Québec Science, États financiers au 31 mai 1985.

SCIENCE ET TECHNOLOGIE

1. Identification

Magazine d'information technologique bimestriel fondé en avril 1981.

Adresse:

Science et Technologie
C.P. 1800, Succursale Côte-des-Neiges
Montréal H3S 2R1
Tél: (514) 288-1373

2. Objectifs

* Informer sur les activités dans les domaines de la science et de la technologie.
* Faire connaître et expliquer les applications des découvertes scientifiques, la haute technologie et la technologie en général.

3. Clientèle

Le magazine s'adresse principalement aux professionnels du monde des affaires: chefs de PME, industriels, scientifiques et cadres supérieurs des compagnies nationales et internationales, mais il est aussi offert au public en général par abonnement et à l'unité.

Le tirage déclaré par l'éditeur est de 35 000 exemplaires par numéro.

4. Financement

Les revenus de Science et Technologie, soit environ 225 000 $ par année, proviennent principalement des annonceurs. En 1984, la revue a reçu des subventions de 35 000 $ du Fonds F.C.A.C. et de 20 000 $ du programme fédéral de sensibilisation du public aux sciences et à la technologie.

Sources:

Science et Technologie, Les nouvelles données du marketing, octobre 1985.

Déclaration de l'éditeur, le 13 novembre 1985.

Ministère des Communications du Québec, Répertoire des médias québécois.

FCAC, Rapport annuel 1983-1984.

Ministère des approvisionnements et services du Canada, Annonce de subventions, Programme de sensibilisation du public aux sciences et à la technologie, 15 mai 1984.

L'ASSOCIATION CANADIENNE-FRANÇAISE POUR L'AVANCEMENT DES SCIENCES

1. Historique

Créée le 15 mai 1923 sous l'impulsion de la Société de biologie de Montréal et de quelques autres sociétés scientifiques, l'ACFAS est à l'origine de nombreuses initiatives en matière de culture scientifique et technique.

2. Objectifs

* Promouvoir au Canada français l'avancement des sciences dans les secteurs de l'éducation, de l'entreprise privée et de la fonction publique. Les sciences sont prises au sens le plus large, englobant les sciences physiques, de la vie, les humanités et les sciences sociales.

* Constituer un forum pour tous ceux qui s'intéressent à la recherche scientifique.

* Être l'un des porte-parole des milieux scientifiques francophones auprès des organismes responsables de la définition ou de l'application des politiques scientifiques et, à l'occasion, auprès du public.

* Stimuler l'intérêt pour les sciences au sein de la jeunesse et du public en général.

3. Clientèle

L'ACFAS comprend environ 4 500 membres en provenance principalement du secteur universitaire et, dans une proportion moindre, de la fonction publique et de l'entreprise privée.

Elle regroupe 50 sections disciplinaires et 39 sociétés scientifiques.

4. Activités

L'activité culminante de l'ACFAS est la tenue de son congrès annuel dans le cadre duquel près de 3 000 communications scientifiques (sommet atteint en mai 1985) sont présentées. Le congrès comporte également maints colloques généraux et symposiums spécialisés. Divers colloques sont également organisés sous son égide au cours de l'année. Dans le passé, l'ACFAS a pris position sur la plupart des problèmes reliés à la recherche scientifique et technologique.

De plus, elle maintient des relations suivies avec nombre d'organismes canadiens et étrangers à vocation scientifique. Elle publie les actes des divers colloques et la revue interdisciplinaire: Interface. Enfin, elle attribue annuellement à des chercheurs méritants six prix scientifiques reconnus: Archambault, Bombardier, Pariseau, Vincent, Rousseau et environnement.

5. Financement

En 1984, les revenus de l'ACFAS ont été d'environ 475 000 $ dont 40 p. cent provenaient de subventions des ministères québécois de l'Éducation, de la Science et de la Technologie et des Relations internationales, 18 p. cent de subventions fédérales (CRSNG, CRSH ET MEST), et 42 p. cent d'autofinancement.

Sources:

L'ACFAS à travers 50 congrès, ACFAS 1982, p. 141-144.

Rapport annuel 1984-1985, Supplément d'Interface, mai-juin 1985.

ASSOCIATION DES COMMUNICATEURS SCIENTIFIQUES DU QUÉBEC

1. Historique

L'ACSQ a été fondée en 1977.

2. Objectifs

* Regrouper les communicateurs scientifiques en un lieu d'échange, de formation et d'action concertée.

* Promouvoir le développement de l'information scientifique et technologique auprès du public.

3. Activités

L'une des premières activités de l'ACSQ (avant même sa création officielle) a été de promouvoir la candidature de Fernand Seguin au prix Kalinga. Elle a de plus collaboré étroitement à la création d'Hebdo-science. Elle organise périodiquement des colloques sur des sujets reliés à la communication et à la vulgarisation scientifiques, ainsi que des ateliers de formation et de perfectionnement de ses membres. Elle publie un bulletin d'information mensuel: L'Omniscient.

4. Effectifs

En 1984-1985, l'ACSQ comptait 111 membres et regroupe la plupart des professionnels oeuvrant en communication scientifique au sens général du terme. Une quarantaine environ sont des journalistes scientifiques, les autres étant des rédacteurs spécialisés et des relationnistes.

5. Financement

Les revenus annuels de l'ACSQ sont de l'ordre de 5 000 $ dont environ 75 p. cent de subvention. L'association ne compte aucun employé permanent.

Source:

L'Omniscient, mai 1983.

ANNEXE 2- Liste et description des organismes de loisir scientifique

* Liste des fédérations, des associations, des clubs et des groupes de loisir scientifique au Québec
* Fédérations unidisplinaires de loisir scientifique
* Liste des fédérations nationales unidisciplinaires
* Liste des fédérations nationales multidisciplinaires
* Enjeu et environnement-jeunesse
* Conseil de développement du loisir scientifique (CDLS)
* Expos-sciences
* Semaine des sciences
* Conseils régionaux de loisir scientifique (CLS)
* Liste des conseils régionaux de loisir scientifique
* Cercles des jeunes naturalistes (CJN)
* Clubs 4-H
* Club des petits débrouillards
* Camps de science
* Liste des camps de science
* Stages Animatur

LISTE DES FÉDÉRATIONS, DES ASSOCIATIONS, DES CLUBS ET DES GROUPES DE LOISIR SCIENTIFIQUE AU QUÉBEC

Les organismes de loisir scientifique représentent un secteur important de la culture scientifique et technique. En 1979, on retrouvait près de 680 clubs, groupes ou sociétés de cette nature au Québec. Ces organismes regrouperaient environ 57 000 membres.

La présente liste ne se prétend pas exhaustive... À noter également que plusieurs clubs et groupes locaux ne font partie d'aucune fédération.

REGROUPEMENTS NATIONAUX

* Association des groupes d'astronomes amateurs (AGAA)
* Fédération des sociétés d'histoire du Québec (FSHQ)
* Fédération des sociétés d'horticulture et d'écologie du Québec (FSHEQ)
* Fédération des sociétés de généalogie du Québec
* Association québécoise des groupes d'ornithologues (AQGO)
* Mouvement pour l'agriculture biologique du Québec (MAB)
* Société québécoise de spéléologie (SQS)
* Conseil de développement du loisir scientifique (CDLS)
* Cercles des jeunes naturalistes (CJN)
* Conseils régionaux du loisir scientifique (CLS)
* Enjeu et environnement-jeunesse
* Clubs 4-H
* Club des petits débrouillards

REGROUPEMENTS RÉGIONAUX ET LOCAUX

Aéromodélisme

* Association des mongolfières
* Club Lafayette
* Club d'aéromodélisme (Orsainville)
* Club de modélisme de Sainte-Foy
* Club d'aéromodélisme (Jonquière)
* Club Mars
* Société modéliste ferroviaire de Québec
* Sept-Iles mini-aéroclub
* Club Crash
* Escadrille des diables volants
* Montreal Area Thermo Soares
* Club modéliste de Rouyn-Noranda

Agriculture biologique

* Mouvement pour l'agriculture biologique de Saint-Honoré
* Mouvement pour l'agriculture biologique de Bellechasse-Lévis
* Mouvement pour l'agriculture biologique de Charlevoix
* Mouvement pour l'agriculture biologique de Saint-Alexis de Montcalm
* Mouvement pour l'agriculture biologique de l'Abitibi-Témiscamingue
* Mouvement pour l'agriculture biologique de Saint-Mathieu
* Mouvement pour l'agriculture biologique de Saint-Alphonse de Caplan
* Mouvement pour l'agriculture biologique de la Côte-du-Sud
* Mouvement pour l'agriculture biologique de la Mauricie
* Mouvement pour l'agriculture biologique de l'Estrie
* Mouvement pour l'agriculture biologique de Saint-Bruno
* Mouvement pour l'agriculture biologique de Fabreville
* Mouvement pour l'agriculture biologique de Saint-Chrysostome
* Mouvement pour l'agriculture biologique de Saint-Alexis-des-Monts

Aquariophilie

* Club d'aquariophilie du Saguenay
* Club Aqua Chicou (Chicoutimi)
* Association régionale des aquariophiles de Québec
* Montreal Aquarium Society
* Société d'aquariophilie de Repentigny
* Société d'aquariophilie de Montréal

Archéologie

* Société d'histoire et d'archéologie des Monts (Sainte-Anne-des-Monts)
* Société d'archéologie de Nouvelle-France

Astronautique

* Club astronautique de Rimouski
* Société astronautique amateur de Québec
* Club des constructeurs de mini-fusées (Pointe-du-lac)
* Association astronautique amateur de Montréal
* Club de fusées miniatures de Montréal

Astronomie

* Astro-club du Collège de Lévis
* S.A.R.E.L. Inc.
* Club d'astronomie Espace-Montréal

* Club d'astronomie Sherbrooke
* Société d'astronomie de Montréal
* Club d'astonomie Verdun
* Club d'astronomie de Drummondville
* Club d'astronomie de Portneuf
* Club d'astronomie Sirius
* Club d'astronomie La Cabouse
* Club d'astonomie Mira
* Club d'astronomie Jupiter Inc.
* S.R.A.C. Centre de Québec
* Club d'astronomie Capella Tracy
* C.A.R.A.Q. (Loretteville)
* Club d'astonomie de Beloeil
* Société d'astronomie Lanaudière
* Club d'astronomie UQAR (Rimouski)
* Club d'astronomie Maskoutain
* Club Cosmoeil (Rivière du Loup)
* Club d'astronomie de Longueuil
* Club d'astronomie Astro-viseur (Repentigny)

Biologie-chimie

* Club de biologie et de chimie (Rivière-du-Loup)
* Société de biologie de Montréal

Botanique

* Société de protection des plantes du Québec (Sainte-Foy)
* Flore de Rimouski
* Société botanique du Québec
* Société des amis du Jardin Van Den Hende
* Société d'animation du Jardin et de l'Institut botaniques de Montréal

Écologie-conservation

* Association le Soleil et le Vent (Mont-Joli)
* Association Terciel (Sainte-Anne-des-Monts)
* Clubs 4-H
* Enjeu et environnement-jeunesse
* Projet environnement-énergie
* Association pour la conservation de la faune de Charlevoix
* Comité d'environnement de Saint-Joachim
* Comité de protection de l'environnement de Boischatel
* Fondation Écho-Logie

* Les Amis de la terre de Québec
* Club de loisir écologique et familial (Vaudreuil)
* Société d'écologie des baleines du Saint-Laurent (Grandes-Bergeronnes)
* Société de conservation de la Côte-Nord
* Corporation de protection de l'environnement de Sept-Îles
* Comité d'environnement de Gallix
* Société d'animation et d'utilisation rationnelle des espaces verts (Charlesbourg)
* Société de conservation de Sillery
* Union québécoise pour la conservation de la nature
* Société de conservation de la Mauricie
* Club d'écologie de Gatineau
* Société québécoise de protection des oiseaux (Montréal)

Électronique

* Club d'électronique de Cap-Rouge
* Club scientifique électronique du CEGEP François-Xavier-Garneau
* Centre d'électronique amateur de Montréal
* Club d'électronique amateur du Collège Marie-Victorin
* Club d'informatique et d'électronique de Laval
* Club de radio Sherham (Sherbrooke)

Entomologie

* Association des entomologistes amateurs du Québec
* Section régionale de l'Association des entomologistes amateurs du Québec (Sagamie)
* Société entomologique de Québec
* Association des entomologistes amateurs de l'Estrie
* Société d'entomologie du Québec

Généalogie

* Société de généalogie de Saint-Benoît
* Société de généalogie de Québec
* Société de généalogie de la Mauricie et des Bois-Francs
* Société généalogique canadienne-française
* Société canadienne de généalogie Hull-Ottawa
* Société de généalogie de l'Outaouais
* Société de généalogie de Saint-Benoît
* Société généalogique de l'Est du Québec
* Société généalogique des Cantons de l'Est

Géographie

* Société de géographie de Québec
* Société de géographie de la Mauricie

Géologie

* Club de géologie du CEGEP d'Alma
* Club de géologie du CEGEP de Chicoutimi
* Association québécoise pour l'étude du quaternaire (Sherbrooke)
* Société minéralogique de la région de l'amiante
* Club de minéralogie de Montréal
* Groupe d'animation du Musée de Malactic
* Montreal GEMG Mineral Club

Histoire

* Société d'histoire de Matane
* Société d'histoire du Bas-Saint-Laurent
* Société de sauvegarde du patrimoine Grand-Portage
* Société d'histoire des Îles-de-la-Madeleine
* Société historique de Cabano
* Société historique et généalogique de Trois-Pistoles
* Société historique de Sainte-Anne-de-la-Pocatière
* Société historique de la Gaspésie
* Société historique de Havre Saint-Pierre
* Société historique du Golfe (Sept-Îles)
* Société historique de la Côte-Nord
* Société historique d'Alma
* Société historique du Saguenay
* Société d'histoire et d'archéologie de Pointe-Bleue
* Société historique de Chibougameau-Chapais
* Société historique de Mécatina
* Société historique de Rivière-du-Loup
* Litterary and historical Society of Québec
* Société de valorisation du patrimoine de Beauport
* Société d'histoire de Cap-Rouge
* Société d'histoire de Sainte-Foy
* Société du patrimoine des Beaucerons
* Société du vieux presbytère de Deschambault
* Société historique Alphonse-Desjardins
* Société historique de la Côte-du-Sud
* Société historique de la Seigneurie des Aulnaies
* Société historique de Portneuf
* Société historique de Québec

* Société historique régionale de Baie-Saint-Paul
* Société historique régionale de Lévis
* Société historique régionale de Lotbinière
* Société historique de Saint-Nicolas
* Société historique régionale de Trois-Rivières
* Société historique du Cap-de-la-Madeleine
* Société d'histoire des Cantons de l'Est
* Atelier d'histoire Hochelaga-Maisonneuve
* Comité d'histoire Mouille-Pied
* Comité historique de Saint-Narcisse
* Historical Society of Bout de l'Isle
* Historical Association of Montreal
* Institut d'histoire de l'Amérique française
* Société historique du Marigot (Longueuil)
* Société de recherches historiques de la région de Terrebonne
* Société de recherches historiques de Pointe-des-Cascades
* Société d'histoire de la région de Mont-Laurier
* Société d'histoire de la Seigneurie de Chambly
* Société d'histoire de la vallée du Richelieu
* Société d'histoire de l'Île-Jésus
* Société d'histoire de Longueuil
* Société d'histoire de Saint-Laurent
* Société d'histoire des Îles percées de Boucherville
* Société d'histoire des pays d'en haut
* Société d'histoire du Haut-Richelieu
* Société d'histoire régionale de Saint-Hyacinthe
* Société historique Cavelier de Lasalle
* Société historique de Beloeil-Saint-Hilaire
* Société historique de Joliette
* Société historique de Lachine
* Société historique de Laprairie de la Magdeleine
* Société historique de la Pointe-aux-Trembles
* Société historique de la Rivière du Nord
* Société historique de Montréal
* Société historique de Pierreville
* Société d'histoire de Montarville
* Société d'histoire du Témiscamingue
* Société d'histoire et d'archéologie d'Abitibi
* Société historique de Saint-André-Avellin
* Société historique Louis-Joseph Papineau
* Société historique de Mont-Laurier
* Société historique de Pontiac
* Société historique de l'ouest du Québec
* Société d'histoire et d'archéologie d'Ottawa
* Société historique de la Gatineau

* Société historique de Repentigny
* Société historique des Deux-Montagnes
* Société historique de Saint-Henri
* Société historique des Mille-Îles
* Société historique de Vaudreuil-Soulanges
* Société historique du comté d'Argenteuil
* Société historique du comté de l'Assomption
* Société historique du Lac-Saint-Louis
* Société historique de Lanoraie et Dautray
* Société historique Pierre de Sorel
* Société pour la conservation du Sault-aux-Récollets
* Westmount Historical Association

Horticulture

* Société d'horticulture d'Alma
* Société d'horticulture de Chicoutimi
* Société d'horticulture de Chicoutimi-Nord
* Société d'horticulture de Desbiens
* Société d'horticulture de Dolbeau
* Société d'horticulture de Jonquière
* Société d'horticulture de Kénogami
* Centre d'information du club d'horticulture de l'Université Laval
* Cercle horticole de Sainte-Foy
* Société d'horticulture de Sainte-Foy
* Société d'horticulture de Charlesbourg
* Société d'horticulture de Québec
* Société d'horticulture de Lévis
* Société d'horticulture de Montmagny
* Société d'horticulture de Beauceville
* Société d'horticulture de Grand-Mère
* Société d'horticulture de Trois-Rivières
* Société internationale d'arboriculture du Québec
* Société d'horticulture d'Asbestos
* Société d'horticulture de Brome
* Société d'horticulture de Coaticook
* Société d'horticulture de Drummondville
* Société d'horticulture de Stanstead
* Société d'horticulture de Valcourt
* Société d'horticulture de Thetford-Mines
* Société d'horticulture de Victoriaville
* Côte-Saint-Luc Senior Garden
* Cercle Amiculture de Sainte-Julie
* Eastern Canada Orchid Society (Laval)
* Fédération québécoise des amateurs de génériacées de Sainte-Anne-des-Plaines
* Garden Club of Montreal (Westmount)
* Northern Maple Horticultural Society (Lasalle)

* Orchidophiles de Montréal
* Quebec Gladiolus Society (Roxboro)
* Rosemere Horticultural Society
* Société de bonzaï de Montréal
* Société des violettes africaines du Grand Montréal
* Société d'horticulture de Dorval
* Société d'horticulture de Pointe-Claire
* Société d'horticulture de Saint-Bruno
* Société d'horticulture de Saint-Lambert
* Société d'horticulture des Deux-Montagnes
* Société d'horticulture de Ville Mont-Royal
* Société d'horticulture du Nord de Montréal
* Société d'horticulture et d'écologie des Basses Laurentides
* Société d'horticulture et d'écologie de Laval
* Société d'horticulture de Lasalle
* Société d'horticulture de Saint-Rémi
* The Montreal West Horticultural Society
* Verdun Horticultural Society
* Société horticole de Mont-Laurier
* Société d'horticulture de Matane
* Société d'horticulture de Rimouski
* Société horticole Notre-Dame du Lac
* Société d'horticulture d'Amos
* Société d'horticulture de Senneterre
* Société d'horticulture de Malartic

Informatique

* Club d'ordinateurs couleur de Québec
* Club d'informatique Montréal-99 (Texas Instruments)
* Interess 80 (Fabreville)
* Micro 68 (6800 Motorola) (Blainville)
* Info Club (Sainte-Thérèse)
* MacMontréal
* Club d'informatique et d'électronique de Laval (CIEL)
* Club des utilisateurs d'IBM-PC de Montréal
* Groupe d'utilisateurs C-64 de Montréal
* Club Sanyo de Montréal
* Club micro-informatique de Boucherville
* Club de micro-ordinateurs du CEGEP Saint-Laurent
* Club APPLE de Sainte-Foy
* Club micro-ordinateur de Beauce
* Société d'informatique populaire du Québec (Québec)
* Club d'informatique amateur de Québec
* Atelier d'informatique du Collège Mérici

* Club d'informatique du Campus Notre-Dame-de-Foy
* Club d'informatique de l'Externat classique Saint-Jean-Eudes
* Club informatique La Camaradière (Duberger)
* Société d'informatique amateur de Québec
* Club d'informatique de la Polyvalente Ulric-Huot (Courville)
* Club d'informatique du Collège de Lévis
* Club d'informatique du Séminaire Saint-François (Cap-Rouge)
* Club informatique Abitibien (La Sarre)
* Club Val d'ordinateur (Val d'Or)
* Club Informatic de la Polyvalente La Concorde (Senneterre)
* Club d'informatique de la Côte-Nord (Sept-Iles)
* Club TRS-80 couleur (Forestville)
* Club 80 couleur de Hauterive-Baie-Comeau
* Club micro-ordinateur de la Polyvalente Paul-Hubert (Rimouski)
* Association micro-informatique de l'Estrie (AMIE) (Sherbrooke)
* Club micro-puce de Granby
* Centre d'informatique de Drummondville
* Club amateur de micro-ordinateurs de l'Université de Sherbrooke
* Club Micro-Vic (Victoriaville)
* Club d'informatique de Waterville
* Club d'informatique APPLE de Trois-Rivières
* Ordinateurs Mauricie-99 (Trois-Rivières)
* Club informatique et aéronautique de la Polyvalente Félix-Leclerc (La Tuque)
* Société d'informatique amateur de la Mauricie
* Club-sciences d'informatique Val-Mauricie (Shawinigan-Sud)
* Club d'informatique Mauricie (Trois-Rivières)
* Club d'initiation à l'informatique du Séminaire Saint-Joseph (Trois-Rivières)
* TRS 80, Polyvalente Saint-Tite
* Association d'entraide du micro-ordinateur de Mont-Laurier
* Micro-didacte (Hull)
* Club de micro-informatique du CEGEP de l'Outaouais
* Association de micro-informatique du Saguenay (Chicoutimi)
* Club APPLE d'Alma
* Club C-Mos du CEGEP de Jonquière
* Club de micro-informatique du CEGEP d'Alma

Mathématiques

* Club de jeux mathématiques de Trois-Rivières

Météorologie

* Société de météorologie de Québec

Mycologie

* Cercle de mycologie de Rimouski
* Cercle des mycologues du Saguenay-Lac Saint-Jean
* Cercle de mycologie d'Alma
* Cercle des mycologues amateurs de Québec
* Cercle des mycophiles de la Mauricie
* Cercle des mycophiles de Drummondville
* Cercle des mycophiles de Granby
* Cercle des mycophiles de Plessisville
* Cercle des mycologues de Sherbrooke
* Cercle des mycologues de Montréal
* Association des mycophiles de Montréal
* Cercle des mycophiles de Joliette
* Cercle des mycophiles de Saint-Hyacinthe
* Club des mycologues amateurs des Laurentides
* Club des mycologues amateurs de l'Outaouais

Ornithologie

* Club d'ornithologie de Baie-Comeau
* Club des ornithologues du Bas-Saint-Laurent
* Club des ornithologues de Pointe-au-Père
* Club des ornithologues de la Gaspésie
* Club des ornithologues de Carleton
* Club des ornithologues amateurs du Lac Saint-Jean
* Club des ornithologues amateurs du Saguenay
* Club des ornithologues amateurs de Québec
* Club Le Nord (Stoneham)
* Club d'ornithologie du Cap
* Club d'ornithologie de la région de Drummondville
* Société de loisir ornithologique de l'Estrie
* Club d'ornithologie de la Mauricie
* Association des éleveurs d'oiseaux de Montréal
* Société des loisirs ornithologiques de l'Abitibi
* Club des amateurs d'oiseaux de Montréal
* Société de biologie de Montréal (section d'ornithologie)
* Cercle de conservation de la faune ailée de Montréal
* Club des ornithologues amateurs de Hull
* Club des ornithologues de l'Outaouais
* Association colombophile Le Nord
* Les amis ornithologues de Boucherville
* Société d'ornithologie de Lanaudière
* Club d'observateurs d'oiseaux Marie-Victorin

Sciences naturelles

* Union québécoise pour la conservation de la nature
* Société Linnéenne du Québec
* Club en sciences naturelles (Granby)
* Club Natural (Granby)
* Georgeville Nature Society
* St. Francis Valley Naturalist Club (Sherbrooke)
* Groupe d'animation en sciences naturelles du Québec (GASNQ)
* Société de protection des plantes du Québec (Sainte-Foy)
* Société Provancher d'histoire naturelle du Canada
* Les Amis de la nature
* Les naturalistes adultes du Québec
* Société des sciences naturelles (Abitibi)

Spéléologie

* Spéléo-club d'Awantjish
* Spéléo-club de Québec
* Club Hypoge
* Spéléo-club de Sherbrooke
* C.A.R.S.T. (Boucherville)
* Spéléo-club croqueurs de carbure (Sainte-Thérèse)
* Spéléo-club des Appalaches
* Spéléo-club des Environs
* Spéléo-club des troglodytes
* Société de préservation des cavernes du Québec
* Corporation de la Grotte de Saint-Casimir
* Spéléo-club des Cascatelles (Trois-Rivières)
* Spéléo-club de la Haute-Gatineau
* Spéléo-club des Wanikinikak

Zoologie

* Société zoologique de la Mauricie
* Société zoologique de Québec
* Société zoologique de Saint-Félicien
* Société zoologique de Granby
* Société zoologique de Montréal
* Fédération québécoise de la faune

* * *

Sources principales: Les fédérations nationales unidisciplinaires
L'Annuaire du loisir scientifique 1985 (CDLS)

LES FÉDÉRATIONS UNIDISCIPLINAIRES DE LOISIR SCIENTIFIQUE

1. Objectifs

Ces fédérations visent à:

* Regrouper les clubs, cercles, groupes, sociétés ou associations locales ou régionales d'une même discipline.
* Développer une certaine expertise dans leur discipline, former et perfectionner des animateurs.
* Promouvoir la discipline, l'information et l'édition (bulletin, revues et livres).
* Établir des liens avec la communauté scientifique universitaire.
* Assurer la représentation internationale.

2. Liste

* L'Association des groupes d'astonomes amateurs
* L'Association québécoise des groupes d'ornithologie
* Le Mouvement pour l'agriculture biologique
* La Fédération des sociétés d'histoire du Québec
* La Fédération des sociétés d'horticulture et d'écologie du Québec.
* La Fédération des sociétés de généalogie du Québec

3. Organisation

Au niveau régional, «chaque fédération dispose d'un réseau d'instances régionales dont le statut varie de l'incorporation au regroupement «bona fide». L'antenne régionale a toujours été pour les fédérations le moyen d'assurer une réponse adéquate aux besoins locaux, de développer une dynamique propre à la région qui prend en compte les particularismes et les ressources du milieu, de mobiliser des bénévoles intéressés à s'impliquer dans leur milieu immédiat, d'enclencher le processus de «municipalisation», option fondamentale du Livre blanc sur le loisir.

«Au-delà de ces fonctions globales, on fait face à une variété d'actions difficiles à classer qui vont de l'édition du patrimoine local pour une société d'histoire au répertoire régional des espèces pour un club d'ornithologie.»

À la suite de la disparition de la Fédération du loisir scientifique (FQLS) dont elles faisaient partie, les fédérations unidisciplinaires ont connu quelques difficultés d'adaptation pour prendre charge des services auparavant founis par la FQLS: publication de bulletins, maintien des listes d'adresses, service de presse, etc.

Dès 1982, le MLCP a apporté un soutien direct aux fédérations nationales, afin de leur permettre de maintenir leurs services aux membres.

De nombreux groupes régionaux affiliés à ces fédérations nationales, ainsi que la plupart des organismes régionaux reliés auparavant à la FQLS se sont rattachés au CRLS de leur région respective.

Source:

MLCP, Conférence sectorielle sur le loisir culturel, scientifique et technique, Volet loisir scientifique et technique, p. 16-17.

LISTE DES FÉDÉRATIONS NATIONALES UNIDISCIPLINAIRES

* Association des groupes d'astronomes amateurs
4545, avenue Pierre-de-Coubertin
C.P. 1000, Succursale M
Montréal
H1V 3R2
Tél: (514) 252-3038

* Fédération québécoise des sociétés de généalogie
C.P. 9454
Sainte-Foy, Québec
G1V 4B8

* Fédération des sociétés d'histoire du Québec
4545, avenue Pierre-de-Coubertin
C.P. 1000, Succursale M
Montréal
H1V 3R2
Tél: (514) 252-3031

* Fédération des sociétés d'horticulture et d'écologie du Québec
4545, avenue Pierre-de-Coubertin
C.P. 1000, Succursale M
Montréal
H1V 3R2
Tél: (514) 252-3010

* Association québécoise des groupes d'ornithologues
4545, avenue Pierre-de-Coubertin
C.P. 1000, Succursale M
Montréal
H1V 3R2
Tél: (514) 252-3027

* Société québécoise de spéléologie
4545, avenue Pierre-de-Coubertin
C.P. 1000, Succursale M
Montréal
H1V 3R2
Tél: (514) 252-3006

* * *

LISTE DES FÉDÉRATIONS NATIONALES MULTIDISCIPLINAIRES

Ces fédérations jouent un rôle similaire à celui des fédérations unidisciplinaires.

En voici la liste:

* Cercles des jeunes naturalistes
  4101, Ouest, rue Sherbrooke
  Jardin botanique
  Montréal
  H2X 2B2
  Tél: (514) 252-3023

* Conseil de développement du loisir scientifique
  4545, avenue Pierre-de-Coubertin
  C.P. 1000, Succursale M
  Montréal
  H1V 3R2
  Tél: (514) 252-3027

* Clubs 4-H
  915, Ouest, boul. Saint-Cyrille, suite 210
  Québec
  G1S 1T8
  Tél: (418) 681-3588

* Enjeu et environnement-jeunesse
  4545, avenue Pierre-de-Coubertin
  C.P. 1000, Succursale M
  Montréal
  H1V 3R2
  Tél: (514) 252-3016

* * *

ENJEU ET ENVIRONNEMENT JEUNESSE

1. Historique

Formé en juillet 1979, cet organisme orienté vers l'écologie a été fondé par d'anciens membres et animateurs des clubs 4-H.

2. Objectifs

L'éducation des jeunes à l'environnement.

3. Clientèle

Tous les jeunes.

4. Organisation

Enjeu et environnement jeunesse est un mouvement décentralisé qui regroupe des associations régionales autonomes. Les conseils régionaux délèguent des représentants à l'assemblée générale où l'on choisit les administrateurs du mouvement.

5. Effectifs

4 000 membres répartis en 40 groupes locaux (environ).

6. Activités

* Recyclage de papier
* Recherche et campagnes d'information pour maintenir l'heure avancée (économie d'énergie)
* Excursions en forêt
* Sessions de mycologie et d'horticulture
* Actions de sensibilisation en matière d'alternatives écologiques

7. Publications

Fichier pédagogique. Banque de données comprenant idées, moyens et ressources (trucs d'animation et d'organisation, références et activités).

8. Financement

Les revenus de cette fédération en 1985 ont été de 140 000 $ dont 35 p. cent de subvention du MLCP, 49 p. cent d'autres sources gouvernementales (Environnement Québec, Environnement Canada, Canada au travail).

Source:

Déclaration d'Enjeu et environnement-jeunesse, 21 novembre 1985.

MLCP, Le loisir scientifique et technique, Perspectives et options d'avenir, p. 37-38.

LE CONSEIL DE DÉVELOPPEMENT DU LOISIR SCIENTIFIQUE (CDLS)

1. Historique

Le Conseil de développement du loisir scientifique est ainsi nommé depuis 1980. Il poursuit l'action entreprise en 1968 par le Conseil de la jeunesse scientifique, organisme fondé par divers intervenants du domaine scientifique.

2. Objectifs

* Faire la promotion du loisir scientifique.
* Faciliter l'accès à la pratique du loisir scientifique.
* Soutenir les intervenants du secteur.
* Favoriser la coordination.
* Développer de nouveaux outils dans plusieurs domaines du loisir scientifique.

3. Programmes

Plusieurs programmes ont été mis sur pied par le CDLS dont le service de secrétariat, le développement régional, la formation, les publications, le développement de nouveaux secteurs, l'information, la promotion et la représentation.

4. Clientèle

Le CDLS travaille en étroite collaboration avec les huit conseils régionaux de loisir scientifique. Ces derniers regroupent les clubs de jeunes scientifiques, les expos-sciences, les camps de sciences et un grand nombre de groupes locaux ou régionaux en loisir scientifique.

Le CDLS compte 445 groupes et clubs, c'est-à-dire environ 5 000 membres.

5. Activités

* Projets présentés aux expos-sciences régionales annuelles.
* Activités d'initiation aux sciences naturelles.

* Projets réalisés en technologie physique, électronique, informatique et aéronautique.
* Stages de formation d'animateurs en collaboration avec le Groupe d'animation en sciences naturelles du Québec.
* Collaboration avec la Semaine des sciences et (antérieurement) avec le Salon de la science et de la technologie.
* Sessions d'information sur le loisir scientifique en milieu municipal.

6. Publications

* Revue trimestrielle d'information: Science-Loisir (3 500 ex.).
* Nombre impressionnant de publications dont trois volumes: Québec en nature (guides de tourisme scientifique), Cahiers d'organisation (6 titres) et Guides scientifiques (14 titres).

7. Financement

En 1985, les revenus du CDLS ont été d'environ 395 000 $ dont 57 p. cent en provenance de subventions québécoises (MLCP, MEQ et MESST) et 15 p. cent du fédéral (CRSNG et MEST), pour un autofinancement de 28 p. cent.

Sources:

MLCP, Le loisir scientifique et technique, Rétrospective et options d'avenir, p. 30-33.

CDLS, Rapport annuel 1984

CDLS, Rapport financier annuel au 31 mars 1985

EXPOS-SCIENCES

1. Historique

Les expos-sciences se tiennent un peu partout au Québec depuis 24 ans. Il s'agit essentiellement de manifestations régionales qui ont lieu dans les établissements scolaires. Les expos-sciences constituent des lieux d'animation et de promotion publiques par excellence pour les jeunes scientifiques et les groupes de loisir scientifique.

Les meilleurs exhibits régionaux retenus par les jurys participent ensuite à l'Expo-sciences pan-québécoise dont le lieu varie à chaque année.

2. Objectifs

* Fournir l'occasion d'exposer les projets scientifiques réalisés par les jeunes au cours de l'année scolaire.

* Sensibiliser la population à la science et à la technologie.

3. Clientèle

En 1985, plus de 250 exhibits furent présentés aux expos-sciences régionales de l'Est du Québec, du Saguenay-Lac-Saint-Jean, de la Côte-Nord, de la Mauricie, de Québec, de l'Estrie, de Montréal et de l'Outaouais par près de 800 jeunes et adultes. La plupart des exposants sont âgés entre 8 et 20 ans; ils proviennent des clubs-sciences, des cercles de jeunes naturalistes ou des clubs 4-H.

Le nombre total de visiteurs sur l'ensemble du territoire dépasse 125 000 personnes (chiffre de 1983-1984).

4. L'Expo-sciences pan-québécoise

Les sept meilleurs projets de chaque expo-sciences régionale participent à l'expo-sciences pan-québécoise qui constitue l'événement majeur du loisir scientifique chaque année depuis 1978. La Pan-québécoise de 1985 a accueilli plus de 30 000 visiteurs.

Il est à noter que les meilleurs projets de la Pan-québécoise se retrouvent ensuite à l'expo-science pan-canadienne annuelle.

5. Financement

Coordonnées et soutenues par le CDLS et les établissements scolaires, les expos-sciences régionales sont subventionnées par le MLCP depuis 1984 seulement. Le ministère verse ainsi 1 500 $ à chacune des huit expos-sciences régionales qui, auparavant, s'étaient toujours débrouillées pour trouver l'aide requise au sein du milieu régional. Le CDLS a apporté un soutien d'environ 25 000 $ à ce programme en 1983-1984.

Depuis trois ans, le MESST accorde une subvention aux expos-sciences, soit: 3 000 $ en 1983, 3 000 $ en 1984 et 8 000 $ en 1985.

Sources:

CDLS, Budget 1983-1984.

CDLS, Rapport annuel 1984, p. 9.

LA SEMAINE DES SCIENCES

1. Historique

L'idée de regrouper autour d'une table les groupes ou personnes favorables à la création d'une semaine des sciences au Québec est née du milieu du loisir scientifique.

À l'automne 1980, un comité formé de représentants des universités, des centres de recherche, de l'ACSQ et de l'ACFAS entreprenait des démarches qui ont abouti à la tenue de cette manifestation annuelle depuis 1980.

Quoique légalement autonome, la Semaine des sciences bénéficie de l'appui du réseau du loisir scientifique et des établissements d'enseignement et de recherche dans l'organisation de ses activités. Le CDLS demeure impliqué à plusieurs niveaux dans cet événement et participe à l'élaboration des thèmes et au choix des activités.

2. Les objectifs

* Accessibilité et démocratisation de la science et de la technologie.
* Sensibilisation et information scientifique.
* Organisation de journées au cours desquelles le public peut être admis dans les laboratoires, ateliers et centres de recherche des hôpitaux, cégeps et universités.

3. Activités

La Semaine des sciences comprend au moins 200 activités (parfois jusqu'à 400) à caractère scientifique réparties sur tout le territoire québécois et impliquant maintes ressources locales et régionales. Ces activités consistent principalement en conférences publiques, expositions, colloques, opérations «portes ouvertes», animation et excursions de loisir scientifique.

4. Financement

Le budget annuel de la Semaine des sciences est de l'ordre de 130 000 $. Trois ministères québécois (MEQ, MESST ET MLCP) se partagent environ 60 p. cent de son financement, le Programme fédéral de sensibilisation du public aux sciences et à la technologie, 23 p. cent et 17 p. cent des revenus de la Semaine proviennent de son propre autofinancement.

Source:

Semaine des sciences, Rapport annuel 1984.

CONSEILS DE LOISIR SCIENTIFIQUE RÉGIONAUX (CLS)

1. Historique

En vue de favoriser le développement régional du loisir scientifique, le CDLS a mis sur pied, en 1980, six conseils de loisir scientifique régionaux (CLS). Le CDLS visait ainsi à mieux répondre aux particularités régionales et à favoriser la prise en charge de l'animation par le milieu. Depuis 1982, deux nouveaux CLS sont venus s'ajouter.

2. Objectifs

* Regrouper les associations locales et régionales de loisir scientifique.
* Informer le public en général par la publication de bulletins régionaux, la réalisation de chroniques hebdomadaires dans les journaux et une présence régulière à la télévision et à la radio, des activités locales et régionales touchant le loisir scientifique.
* Soutenir l'action et la formation du personnel des terrains de jeux municipaux et des professeurs dans les établissements d'enseignement dans l'organisation d'activités de loisir scientifique et la production de guides et de documents d'animation.
* Collaborer avec le CDLS, les autres organismes impliqués et les différents intervenants régionaux et locaux à l'organisation de la Semaine des sciences.
* Développer la motivation du public pour le loisir scientifique, l'expertise des intervenants et augmenter le nombre d'activités de loisir scientifique.

3. Activités

Les CLS offrent les services suivants:

* Animation des clubs-sciences (environ 150).
* Animation de la Semaine des sciences
* Animation des ateliers des Petits débrouillards.
* Relais pour divers ministères.
* Promotion régionale: interventions publiques auprès des médias et dans le cadre de manifestations diverses, dont une tournée municipale en 1983-1984.
* Information en réponse aux particuliers et aux municipalités qui font appel à eux pour obtenir des informations sur les ressources locales et régionales.
* Consultation pour divers ministères et intervenants para-gouvernementaux dans certains projets et études.

Les services suivants sont désormais offerts à tous les organismes de loisir locaux et régionaux:

* Tables de concertation régionales en loisir scientifique.
* Stages d'initiation en loisir scientifique.
* Matériel d'exposition.
* Production de guides d'initiation pour les groupes débutants.
* Contact entre les municipalités et les clubs d'une région donnée.

4. Financement

Les budgets des CLS sont constitués en grande partie de programmes d'emploi (plus de 15 emplois en 1983-1984). En 1984-1985, l'aide apportée à chaque conseil régional par le MLCP se chiffrait à 4 800 $ et par le CDLS, à 9 500 $.

Source:

CDLS, Rapport annuel 1984, p. 3-8.

LISTE DES CONSEILS DE LOISIR SCIENTIFIQUE RÉGIONAUX

* Conseil du loisir scientifique de l'Est du Québec
92, 2e Rue ouest, app. 202
Rimouski
G5L 8B3
Tél: (418) 723-5036

* Conseil du loisir scientifique de l'Estrie
31, rue King ouest, loc. 315
Sherbrooke
J1H 1N5
Tél: (819) 569-9731

* Conseil du loisir scientifique de la Mauricie
1800, rue Saint-Paul (2e étage)
Trois-Rivières
G9A 1J7
Tél: (819) 379-0970

* Conseil du loisir scientifique de Québec
C.P. 8782
Sainte-Foy, Québec
G1V 4N6
Tél: (418) 658-1426

* Conseil du loisir scientifique du Saguenay-Lac-Saint-Jean
414, rue Collard
Alma
G8B 1N2
Tél: (418) 668-4541

* Centre des loisirs scientifiques de Montréal
7110, 8e Avenue
Montréal
H2A 3C4
Tél: (514) 721-9188

* Conseil du loisir scientifique de l'Outaouais
C.P. 552, Succursale A
Hull
J8Y 6P3
Tél: (819) 770-4012, poste 273

* Conseil du loisir scientifique de la Côte-Nord
C.P. 634, 179, Papineau
Sept-Îles
G4R 4H8
Tél: (418) 962-0959

Source: Science Loisir, vol. 4, no 4, décembre 1985.

CERCLES DES JEUNES NATURALISTES (CJN)

1. Historique

La création des CJN remonte à 1931 et certains cercles ont plus de 50 ans d'expérience. Cet organisme voué au service de la jeunesse québécoise, a été fondé par le frère Adrien Rivard, sous la présidence du frère Marie-Victorin.

2. Objectifs

* Éveiller les jeunes à la découverte, à l'interprétation et à la protection de la nature.
* Procurer aux jeunes une activité saine pour le corps et l'esprit.
* Initier à l'observation, à l'étude et à la conservation des ressources naturelles du milieu.
* Former à la recherche personnelle, au travail d'équipe et à la méthode scientifique.

3. Clientèle

Il faut avoir entre 8 et 17 ans pour devenir membre.

4. Structure

Les 135 cercles locaux des CJN sont regroupés en 6 conseils régionaux. Chaque club est autonome et un animateur adulte en assure la direction.

Un secrétariat national permanent assure le bon fonctionnement de la fédération.

5. Effectifs

Au cours de l'année 1984-1985, les CJN comptaient quelque 2 700 membres.

6. Activités

* Locales: observations, excursions, montages de collections, travaux de recherche avec des instruments scientifiques, réalisation de projets d'exposition, d'embellissement et de protection du milieu.

* Régionales: rencontres et échanges inter-cercles, concours, festival régional de la nature, excursions et stages de découverte de la nature.

* Nationales: festival de la nature, concours.

7. Publications

* Collection de volumes d'initiation à la nature lancée en 1980. En 1981, parution du premier tome: Le Naturaliste-observateur et en 1982, Le Naturaliste-chercheur, puis, Le Naturaliste-découvreur et Le Naturaliste-interprète.

* D'autres publications sont à la disposition du jeune naturaliste: les Feuillets du naturaliste et Les tracts des CJN.

* Diaporamas sur les écosystèmes: le champ, le marécage, l'érablière à caryers, la forêt mixte, le lac.

* Logiciels.

8. Financement

Au 31 mars 1985, les revenus annuels des CJN ont été de 160 885 $, dont 128 055 $ de subventions et 32 830 $ d'autofinancement (20 p. cent). Les subventions reçues pour l'année 1984-1985 se répartissent de la manière suivante: MLCP= 89 840 $, MESST= 6 600 $, Environnement Canada= 25 590 $, Ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre= 1 050 $ et Environnement Québec= 4 775 $. Les CJN vise au plus grand autofinancement possible.

Sources:

MLCP, Le loisir scientifique et technique, Rétrospective et options d'avenir, mai 1984, p. 23-27.

Déclarations du CJN, 21 novembre 1985 et 6 janvier 1986.

Brochures et documentation des CJN.

LES CLUBS 4-H

1. Historique

Fondés en 1942 par l'Association forestière québécoise, les Clubs 4-H sont devenus autonomes il y a quelques années.

2. Objectifs

Il s'agit d'un mouvement éducatif qui vise la conservation de l'environnement. Son principal objectif est de collaborer à l'éducation des jeunes en créant un milieu qui favorise leur formation professionnelle et sociale et qui suscite et développe leur intérêt pour la protection de l'environnement naturel.

3. Clientèle

Les jeunes âgés de 10 à 18 ans.

4. Organisation

Il existe 150 clubs 4-H répartis en 10 régions. Les clubs sont autonomes et un adulte en assure la direction. Chaque région possède un agent de développement et des agents de liaison.

5. Effectifs

En 1983, les clubs 4-H comptaient 3 800 jeunes.

6. Activités

* Activités visant à la compréhension et à la protection de l'ensemble de l'environnement et non plus du seul patrimoine forestier comme auparavant.
* Études sur la salubrité de l'eau, foires sur l'environnement.
* Actions pour protéger les arbres en hiver.
* Excursions en milieu naturel.

7. Publications

* Dossiers, livres et manuels d'initiation.
* Guide d'activités.

8. Financement

Les revenus des clubs 4-H ont été d'environ 270 000 $ dont 57 p. cent en provenance de subventions québécoises, 6 p. cent du gouvernement fédéral, 5 p. cent des entreprises, 10 p. cent des associations forestières et 22 p. cent d'autofinancement.

Sources:

MLCP, Le Loisir scientifique et technique

Forêt Conservation, vol. 52, no 6, oct. 1985

LE CLUB DES PETITS DÉBROUILLARDS

1. Historique

Créé en 1982 par Hebdo-science en collaboration avec le CDLS, ce club rejoint les jeunes âgés entre 7 et 14 ans. En adhérant au club, les jeunes reçoivent une carte de membre qui leur permet de recevoir le mensuel Je me petit-débrouille. L'abonnement coûte 7 $ par année.

2. Objectifs

L'objectif du club est d'éveiller l'intérêt des jeunes pour la science en leur proposant toute sorte de jeux et d'expériences instructives et amusantes.

3. Activités

Face à l'intérêt croissant des jeunes à l'endroit des expériences du professeur Scientifix, certains conseil régionaux de loisir scientifique ont organisé des ateliers de petits débrouillards pour donner l'occasion aux jeunes de voir exécuter et d'effectuer eux-mêmes les expériences du professeur Scientifix. Ce programme a permis l'implantation du club en milieu municipal.

4. Effectifs

Depuis 1982, le club a touché plus de 10 000 jeunes. En novembre 1985, il comptait environ 8 000 membres.

6. Financement

Les dépenses pour la publication du journal Je me petit-débrouille sont partagées entre Hebdo-science (pour la maîtrise d'oeuvre, la conception et la rédaction) et le CDLS pour l'impression et la distribution. L'animation et la gestion du club relèvent du CDLS qui y consacre un montant d'environ 20 000 $ par année en provenance principalement du MLCP.

Sources:

CDLS, Rapport financier 1984-1985.

Hebdo-science, États financiers au 31 mars 1985.

CAMPS DE SCIENCE

1. Historique

Certains camps de science existent depuis 30 ans (Les Jeunes Explos).

2. Objectifs

Il s'agit en fait de colonies de vacances dont l'objectif principal est l'apprentissage des sciences naturelles, de l'informatique, de l'astronomie, des mathématiques, etc.

3. Clientèle

La plupart des camps de science s'adressent aux jeunes fréquentant les écoles secondaires du Québec, la limite d'âge supérieure coïncidant avec la fin du collégial.

4. Effectifs

En 1982, les neuf camps scientifiques ont reçu 624 participants.

5. Financement

Autrefois subventionnés par le Haut-Commissariat à la jeunesse, aux loisirs et aux sports, ils ont été intégrés à la formule des camps spécialisés par le MLCP à partir de 1978 avec la mise en place du programme de soutien aux camps de vacances. Quatre camps de science ont cessé d'être subventionnés depuis lors: les responsables des camps reconnus jugent insuffisant le soutien que ce programme leur apporte.

Les principales conséquences de ce fait sont que les coûts d'admission y sont relativement élevés, que presque tout le personnel y travaille bénévolement et que la clientèle provient de plus en plus des couches les plus favorisées de la population en dépit d'une politique d'attribution de bourses (allant jusqu'à 50 p. cent des coûts) appliquée par la direction de certains camps.

Sources:

MLCP, Le loisir scientifique et technique, Rétrospective et options d'avenir, p. 66-67.

Dépliants des différents camps de science.

Science-loisir, avril 1983, vol. 2, no 2.

LISTE DES CAMPS DE SCIENCE

* Camp BASELEY (Comté de Témiscouata)
  a/s Mme Rolande Bernier
  C.P. 2020
  Rimouski, Québec
  G5L 7P5
  Tél: (418) 723-4896

* Centre écologique d'Arundel
  a/s M. Pierre Lemieux
  R.R. # 1
  Arundel, Québec
  J0T 1A0
  Tél: (819) 687-9611 (soir)

* Camp-école Chicobi
  Guyenne
  Abitibi-Ouest
  J0Y 1L0
  Tél: (819) 746-2434

* Camp Jeunes Biologistes (Saint-Fidèle, Charlevoix)
  Collège Bourget
  C.P. 1000
  Rigaud
  J0P 1P0
  Tél: (514) 451-0526 (du 15 octobre au 15 mai)
  (418) 434-2209 (du 15 mai au 15 octobre)

* Camp Jeunes Écologistes (Saint-Nérée, Bellechasse)
  Collège de Lévis
  9, rue Mgr Gosselin
  Lévis
  G6V 5K1
  Tél: (418) 837-8687

* Camp Jeunes Explos (Grandes-Bergeronnes, Charlevoix)
  C.P. 264
  Joliette
  J6E 3Z6
  Tél: (514) 759-0973 (Saint-Fulgence)
  (418) 232-6231 (Grandes-Bergeronnes)

* Camp Ovila Fournier (Sainte-Béatrix, Joliette)
16, 67e avenue, app. 4
Chomedey
H7V 2L6
Tél: (514) 681-0107

* Camp Marie-Victorin (Lac Trois-Saumons)
11, Crémazie est
Québec
G1R 1Y1
Tél: (418) 529-5323 (Québec)
(418) 598-6410 (Trois-Saumons)

* Camp Rolland Dumais (Rivière-à-Pierre, Portneuf)
a/s Jean-Claude Caron
940, Eymard
Québec
G1S 4A1
Tél: (418) 681-0107

* Camp Rolland Germain
Chemin du Verger modèle
Frelighsburg
J0J 1C0
Tél: (514) 298-5327

* Camp Saint-Viateur (Saint-Fidèle, Charlevoix)
450, Querbes
Outremont
H2V 3W5
Tél: (514) 274-3624

* * *

STAGES ANIMATUR

1. Historique

Le Groupe d'animation en sciences naturelles du Québec offre des stages spécialisés dans différentes disciplines: astronomie, géologie, sciences naturelles, informatique, écologie... Les stages sont offerts dans diverses régions du Québec aux adultes amateurs ou animateurs.

2. Objectifs

Les animateurs du G.A.S.N.Q. qui sont des scientifiques diplômés et des animateurs d'expérience, visent à répondre aux aspirations des personnes désireuses d'en savoir plus long sur la nature.

3. Activités

Les activités sont surtout réalisées en nature à l'occasion d'excursions dirigées ou à partir de notes ou de spécimens recueillis dans la nature.

Selon la spécialité du stage, s'y ajoutent des ateliers pratiques, des récoltes de spécimens et des travaux de laboratoire.

4. Financement

Les participants ont à défrayer des coûts variant selon le type de stage, soit entre 45 $ et 117 $ pour 3 jours de stage (prix 1985).

La Société zoologique de Québec et le CDLS soutiennent financièrement le G.A.S.N.Q.

Source

Dépliant d'information: Stages Animatur 1985

Adresse:

Groupe d'animation en sciences naturelles du Québec (G.A.S.N.Q.)
19, de l'Étang
Saint-Romuald d'Etchemin, Québec
G6W 5Y3

ANNEXE 3- Liste des établissements muséologiques et des centres d'observation et d'interprétation autres que la Maison des sciences et des techniques

ÉTABLISSEMENTS MUSÉOLOGIQUES ET CENTRES D'OBSERVATION ET D'INTERPRÉTATION AUTRES QUE LA MAISON DES SCIENCES ET DES TECHNIQUES

MUSÉES

* Musée ferroviaire Saint-Constant
* Musée minéralogique d'Asbestos
* Musée des sciences naturelles (Vaudreuil)
* Musée de la mer (Îles-de-la-Madeleine)
* Musée de la mer (Rimouski)
* Musée maritime Bernier (L'Islet-sur-mer)
* Musée de Saint-Elzéar (Bonaventure)
* Musée François-Pilote (La Pocatière)
* Musée de Baie-Comeau (collections ethnologie et archéologie)
* Musée d'histoire et d'archéologie de Pointe-Bleue
* Musée du Lac-à-la-Croix
* Musée faunique d'Héberville-Station
* Collection Séguin (Trois-Rivières)
* Musée d'archéologie de l'Université du Québec à Trois-Rivières
* Éco-musée de Trois-Rivières
* Musée Pierre-Boucher (histoire), Trois-Rivières
* Musée du Séminaire de Sherbrooke
* Musée et centre régional d'interprétation de la Haute-Beauce
* Musée J. Armand Bombardier
* Musée minéralogique et minier de la région de l'amiante
* Éco-musée l'Insulaire (Sorel)
* Musée régional des mines et des arts de Malartic
* Musée du Collège de Lévis, collections ornithologie, ethnologie, entomologie (Léon Provancher)
* Herbier Louis-Marie (Université Laval)
* Musée du Séminaire de Québec
* Musée de géologie et de minéralogie de l'Université Laval
* Centre muséologique de l'Université Laval
* Musée d'anthropologie de l'Université Laval
* Musée McCord (McGill)
* Redpath Museum (Université McGill)
* Musée de l'Île Sainte-Hélène
* Lyman Entomologic (MacDonald College)

* Herbier Marie-Victorin
* Ostéothèque de Montréal (Université du Québec à Montréal)
* Éco-musée des Deux-Rives (Valleyfield)
* Morgan Arboretum
* Herbier Rolland-Germain (Université de Sherbrooke)
* Bell Canada Telephone Historical Collection (Montréal)
* Musée historique des communications (Sutton)

AQUARIUMS

* Aquarium de Montréal
* Aquarium de Québec
* Centre aquatique et historique de Roberval

CENTRES ÉDUCATIFS FORESTIERS

* Centre éducatif forestier de Duchesnay
* Centre éducatif forestier des Laurentides
* Centre éducatif forestier du Lac-La-Blanche
* Centre éducatif forestier Les Palissades
* Centre éducatif forestier de Parke
* Centre éducatif forestier de Macpès
* Centre éducatif forestier de Baie-des-Chaleurs
* Centre éducatif forestier de La Plaine

CENTRES DE NATURE

* Centre d'accueil et d'interprétation de l'Archipel de Mingan
* Centre d'interprétation faunique de Percé
* Centre d'accueil et d'interprétation du Vieux-Port de Québec
* Sentier du Grand-Portage
* Territoire populaire Chénier
* Centre d'interprétation de la nature du Mont-Albert
* Centre d'interprétation de la nature de l'Île Bonaventure
* Cap Trinité
* Sentier écologique du Mont Jacob (Jonquière)
* Sentier écologique du Séminaire (Métabetchouan)
* Centre d'interprétation de la nature «Camp du lac Brochet»
* Le Trou de la fée (Desbiens)
* Village historique de Val-Jalbert
* Centre d'interprétation faunique de Cap-Tourmente
* Centre d'interprétation de la nature de la Rivière-Noire
* Centre d'interprétation des Palissades

* Sentier écologique des cygnes (Saint-Urbain)
* Vallée de la Jacques-Cartier
* Chutes Sainte-Ursule
* Chutes de Charny
* Chutes Montmorency
* Pisciculture de Saint-Alexis-des-Monts
* Centre écologique de Port-au-Saumon
* Centre de la nature du Mont Sutton
* Centre de nature Plein Soleil
* Sanctuaire d'oiseaux de Katevale
* Centre d'interprétation de la nature de Sainte-Pie-de-Guire
* Centre Gorges de Coaticook
* Service éducatif forestier de l'Estrie
* Centre d'interprétation de la nature du Mont-Royal
* Centre de conservation de la nature du Mont-Saint-Hilaire
* Sentier écologique sous les pins (Trois-Rivières)
* Sentier écologique de l'Île Saint-Quentin (Trois-Rivières)

JARDINS

* Jardin et Institut botaniques de Montréal
* Jardin Van Den Hende
* Jardins de Métis
* Villa Bagatelle (Sillery)
* Domaine Cataraqui
* Parc agro-alimentaire (Île Notre-Dame)
* Jardin des plantes indigènes du Québec (Université du Québec à Trois-Rivières)

OBSERVATOIRES

* Observatoire du Centre d'interprétation scientifique de Témiscouata
* Observatoire de Saint-Elzéar de Beauce
* Observatoire Saint-Luc
* Observatoire Altair (Saint-Fidèle)
* Observatoire de Champlain (Trois-Rivières)
* Observatoire du Cap (Cap-de-la-Madeleine)
* Observatoire astronomique du Mont-Mégantic
* Centre Astro-Dolbeau

PARC NATIONAUX

* Parc de récréation du Mont-Orford
* Parc de récréation du Mont-Tremblant
* Parc national des Grands-Jardins

* Parc national de la Jacques-Cartier
* Parc national de la Gaspésie
* Parc national du Saguenay
* Parc de récréation de la Yamaska
* Parc de récréation des Îles-de-Boucherville
* Parc national du Bic
* Parc national d'Aiguebelle
* Parc national de Miguasha
* Parc national de l'Île-Bonaventure-et-du-Rocher-Percé
* Parc national de la Pointe-Taillon
* Parc national du Mont-Saint-Bruno
* Parc du Mont-Sainte-Anne
* Parc de récréation de Frontenac
* Parc de récréation d'Oka

PLANÉTARIUM

* Planétarium Dow (Montréal)

RÉSERVES ÉCOLOGIQUES

* Réserve écologique de Rivière-du-Moulin
* Réserve écologique du Pin-rigide
* Réserve écologique du Lac Malakisis
* Réserve écologique de Tantaré
* Réserve écologique de La Pointe Heath
* Réserve écologique des Laurentides
* Réserve écologique de Micocoulier
* Réserve écologique de l'Île-aux-Sternes
* Réserve écologique de Restigouche
* Réserve écologique Ernest-Lepage

RÉSERVES FAUNIQUES

* Réserve faunique d'Aiguebelle
* Réserve faunique Assinica
* Réserve faunique de Cap-Chat
* Réserve faunique Ashapmushuan
* Réserve faunique des Chic-Chocs
* Réserve faunique de Dunière
* Réserve faunique de l'Île d'Anticosti
* Réserve faunique des Laurentides
* Réserve faunique de La Vérendry

* Réserve faunique des Lacs Albanel, Mistassini et Waconichi
* Réserve faunique Mastigouche
* Réserve faunique de Matane
* Réserve faunique de Papineau-Labelle
* Réserve faunique de Plaisance
* Réserve faunique de Porneuf
* Réserve faunique de Rimouski
* Réserve faunique Rouge-Matawin
* Réserve faunique du Saint-Maurice
* Réserve faunique de Sept-Îles-Port-Cartier
* Réserve faunique de Baldwin
* Réserve faunique de Port-Daniel
* Réserve faunique de la Rivière-Cap-Chat
* Réserve faunique de la Rivière Matane
* Réserve faunique de la Rivière Matapédia
* Réserve faunique de la Rivière Patapédia
* Réserve faunique de la Rivière Petit-Saguenay
* Réserve faunique de la Rivière Port-Daniel
* Réserve faunique de la Rivière Restigouche
* Réserve faunique de la Rivière Sainte-Anne
* Réserve faunique de la Rivière Saint-Jean

ZOOS

* Jardin zoologique de Montréal (La Ronde)
* Jardin zoologique de Québec
* Jardin zoologique de Granby
* Jardin zoologique de Saint-Félicien
* Parc safari Hemmingford

AUTRES

* Site fossilifère de Miguasha
* Centre d'interprétation scientifique du Témiscouata

* * *

Sources principales:

Répertoire officiel des musées canadiens et institutions connexes 1984-1985, Association des musées canadiens, Ottawa, 1985, 235 p.

Documents divers du MLCP

Annuaire du loisir scientifique 1985, CDLS.

PUBLICATIONS RÉCENTES DU CONSEIL

Rapport annuel

. Rapport annuel 1984-1985

Avis

. **Avis au ministre de la Science et de la Technologie sur les technologies de l'information (identification des secteurs prioritaires)**, Conseil de la science et de la technologie du Québec, avis no 84.01, 8 février 1984, 55 p.

. **Avis au ministre de la Science et de la Technologie sur "Le virage technologique (programme d'action économique 1982-1986)"**, Conseil de la science et de la technologie du Québec, avis no 84.02, 3 février 1984, 76 p.

. **Avis au ministre de la Science et de la Technologie sur le programme de soutien à l'emploi scientifique du ministère de la Science et de la Technologie**, Conseil de la science et de la technologie, avis no 84.06, juin 1984, 86 p.

. **Avis au ministre de l'Enseignement supérieur, de la science et de la technologie sur le développement industriel des biotechnologies au Québec**, Conseil de la science et de la technologie, avis no 85-03, 1er mai 1985, 68 p.

. **Avis au ministre de l'Enseignement supérieur et de la science sur l'emploi des diplômés en sciences sociales et humaines dans l'entreprise**, Conseil de la science et de la technologie, avis no 86.01, mars 1986, 64 p.

Autres publications

. **Mémoire au groupe de travail sur les politiques et programmes fédéraux en matière de développement technologique**, Conseil de la science et de la technologie, document no 84.03, février 1984, 30 p.

. **Bilan de l'activité scientifique et technologique de la région Mauricie-Bois-Francs-Drummond**, Conseil de la science et de la technologie, document no 84.04, avril 1984, 194 p.

. **Les priorités de la politique scientifique au Québec**, par Réjean Landry - Compte rendu d'un colloque tenu sous les auspices du Conseil de la science et de la technologie le 8 février 1984 à Montréal, document no 84.05, juillet 1984, 21 p.

. **Bilan de l'activité scientifique et technologique de la région de l'Estrie**, Conseil de la science et de la technologie, document no 84.07, novembre 1984, 140 p.

. **La protection des programmes informatiques par le droit d'auteur (Mémoire au Sous-comité sur le révision du droit d'auteur de la Chambre des Communes du Canada)**, Conseil de la science et de la technologie, document no 85.01, mars 1985, 58 p.

. **Bilan de l'activité scientifique et technologique de la région de l'Abitibi-Témiscamingue**, Conseil de la science et de la technologie, document no 85.02, avril 1985, 327 p.

. **La diffusion de la culture scientifique et technique**, par Jean-Marc Gagnon et Lise Morin, Conseil de la science et de la technologie, document no 86.02, mars 1986, 122 p.

Toutes ces publications sont disponibles
gratuitement au secrétariat du Conseil

2050, boul. St-Cyrille Ouest
5e étage
Ste-Foy (Québec)
GIV 2K8